



HAL
open science

“ Repenser la géographie économique ”.

Eric Denis, François Moriconi-Ebrard, Kamala Marius-Gnanou

► To cite this version:

Eric Denis, François Moriconi-Ebrard, Kamala Marius-Gnanou. “ Repenser la géographie économique ”.. Cybergeog : Revue européenne de géographie / European journal of geography, 2010, pp.34. hal-00492100

HAL Id: hal-00492100

<https://hal.science/hal-00492100v1>

Submitted on 15 Jun 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Cybergeo : European Journal of Geography

Débats, La Banque Mondiale et la géographie

François Moriconi-Ebrard, Eric Denis et Kamala Marius-Gnanou

« Repenser la géographie économique ». Les arrangements du rapport de la Banque Mondiale avec les sciences géographiques urbaines

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le CLEO, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

François Moriconi-Ebrard, Eric Denis et Kamala Marius-Gnanou, « Repenser la géographie économique ». Les arrangements du rapport de la Banque Mondiale avec les sciences géographiques urbaines », *Cybergeo : European Journal of Geography* [En ligne], Débats, La Banque Mondiale et la géographie, mis en ligne le 20 mai 2010. URL : <http://cybergeo.revues.org/index23144.html>
DOI : en cours d'attribution

Éditeur : CNRS-UMR Géographie-cités 8504
<http://cybergeo.revues.org>
<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne à l'adresse suivante : <http://cybergeo.revues.org/index23144.html>
Document généré automatiquement le 21 mai 2010.

© CNRS-UMR Géographie-cités 8504

François Moriconi-Ebrard, Eric Denis et Kamala Marius-Gnanou

« Repenser la géographie économique ». Les arrangements du rapport de la Banque Mondiale avec les sciences géographiques urbaines

Introduction

- 1 Sous le titre « *Reshaping economic geography* », traduit par « Repenser la géographie économique¹ », le Rapport Annuel sur le Développement dans le Monde de la Banque Mondiale (World Development Report ou WDR 2009) propose un bilan et des perspectives qui s'articulent pour la première fois autour des « densités », c'est-à-dire : autour du rôle moteur des économies d'agglomération pour la croissance. Interroger ces « densités » économiques revient à mettre au centre du questionnement la place de l'urbanisation dans le développement.
- 2 Les 3D (Densité, Distance, Division) qui correspondent à la situation des démocraties industrielles dans leur déploiement idéal, sont présentés dans ce rapport, comme le sésame du développement spatial compétitif – plutôt qu'harmonieux : le Japon y est présenté comme le champion de la Densité humaine productive optimale, les États-Unis comme celui de la mobilité qui abolit les distances d'un territoire d'échelle continentale et l'Europe comme celui de l'intégration qui a su effacer les Divisions, les frontières. Tout y est donc présenté en termes de rattrapage ou de mise à niveau pour les pays en développement.
- 3 La seconde partie du rapport reprend les 3D pour les décliner en termes de politiques de développement qui servent de guide pour l'action de la Banque mondiale et conditionnent l'orientation des politiques des agences nationales de développement.
- 4 Si l'on ne peut que se réjouir de ce nouvel intérêt accordé à la dimension géographique du développement qui permet de positionner les apports de la Nouvelle Economie Géographique ou Urbaine portés depuis les années 1990 par Krugman, Thisse, Prager, Venables ou Fujita, certains points du diagnostic affichés dans le WDR 2009 apparaissent en revanche fortement discutables. Ces discussions procèdent moins d'erreurs d'interprétation des faits, que de carences relatives à la construction et à l'usage de la documentation empirique sur laquelle elles s'appuient. Il est dommage que les économistes de la NEG ne fassent pas du tout appel aux très nombreux travaux des géographes spécialistes des réseaux urbains et des systèmes de villes. Ce niveau d'organisation du fait urbain est largement ignoré par la nouvelle économie géographique sans compter que tous ces modèles sont statiques et fondés sur des corpus et des recherches qui concernent les économies avancées. Thisse reconnaît lui-même « que les économistes n'ont pas compris grand chose en ce qui concerne les échelles spatiales »².
- 5 De prime abord, dans l'expression « géographie économique » tout comme dans « économie géographique », il y a le mot « géographie ». Et comme l'exercice de toute science, celui de la géographie exige un certain nombre de précautions élémentaires, en particulier : manier avec prudence les données empiriques à partir desquelles on raisonne. En particulier, pas plus que le calcul d'un indicateur économique, la définition géographique d'une « ville » ne saurait s'accommoder de définitions approximatives ou de la prise en compte partielle d'un espace urbain.
- 6 Nos observations rassemblées ici, d'ordre essentiellement méthodologique, abondent dans le sens des critiques du WDR 2009. Nous adhérons en particulier à l'analyse critique de Briceson, Gough, Rigget et Agergaard (2009) concernant l'articulation mécanique et vertueuse entre laissez-faire, concentration et développement. Ou encore à celle de Harvey (2009) qui,

s'appuyant sur les conséquences de la crise financière sur les villes nord-américaines, reproche aux auteurs du WDR de considérer le développement géographique inégal comme inévitable et qu'il suffirait de « mieux l'orienter » afin de stimuler la croissance³. De même nous suivons les critiques des géographes Maringanti, Sheppard et Zhang (2009) à propos d'un rapport « écrit par des économistes qui traite les questions politiques comme une réalité inopportune [...] et qui exhorte les décideurs politiques à se comporter comme des managers de portfolio de territoires ». Nous suivons également Rigg et al. (2009) quand ils soulignent combien le WDR 2009 procède par simplifications et omissions. Nous nous retrouvons ici même, dans l'analyse que fait F. Giraut (2009, Cybergéo) lorsqu'il note le décalage entre les vagues appels au maintien de la cohésion territoriale et à la réduction de la pauvreté, alors qu'est martelé l'impératif d'un soutien aux territoires compétitifs donc à la concentration métropolitaine. Le « reste », la réduction des inégalités, doit se résoudre « mécaniquement », d'une part, du fait de la redistribution des richesses, du *trickle-down effect* et, d'autre part, du redéploiement spatial, c'est-à-dire du caractère inéluctable de la courbe en cloche du développement spatial telle que formalisée par Williamson (1965) et mesurée avec l'indice de Theil⁴. L'équilibre dynamique entre force de dispersion et force d'agglomération doit, selon ce cadre théorique, induire un optimum urbain, un « bon » niveau d'urbanisation ou une taille d'équilibre du système de villes induisant de façon « naturelle » redistributions et rééquilibres spatiaux. Nous adhérons tout autant à ses remarques sur l'absence de prise en considération du politique au sens d'instance de contrôle démocratique localisée adaptée aux nouvelles configurations métropolitaines et notamment aux régimes d'extra-territorialités.

- 7 Si nous avons plaidé plutôt, en faveur d'une réhabilitation des villes du Sud (Moriconi-Ebrard, 1993, 2000) et pour la fin des discours sur la *teratopole* (E. Denis, 1994), nous réfutons la manière dont le WDR 2009 fait l'apologie de la métropole productive sous toutes les latitudes, car c'est au prix de l'ignorance de la ville ordinaire qui demeure l'horizon quotidien de la majorité des urbains dans le monde. Or, cet univers de la ville ordinaire, de la ville moyenne, de la petite ville, voire du gros « bourg » n'est pas un objet passif en attente de redistribution et de retombées de la croissance portée par les métropoles ; il participe au contraire à la dynamique de croissance. Il s'intègre dans la compétition des territoires et dans la division internationale du travail, tout en accommodant une part de plus en plus importante des urbains. Dans le WDR 2009 le continuum de la distribution du peuplement, partant du haut de la hiérarchie des agglomérations, est tronqué beaucoup trop haut négligeant des milliers d'agglomérations.
- 8 Notre propos souligne quelques uns des arrangements avec les « réalités géographiques complexes » et leurs mesures qui permettent aux auteurs du WDR 2009 de proposer des figures stylisées en accord avec une vision idéologisée et clairement pro-libérale.
- 9 L'Agence Française de Développement (AFD) a confié à deux économistes leaders de la Nouvelle Economie Géographique (NEG), Prager et Thisse, « la rédaction d'un rapport sur ce thème qui s'inscrit dans le prolongement des travaux de la Banque mondiale » (J.-M. Debrat, *Préface* au rapport, p. 6). Les recommandations peuvent se résumer en l'application de stratégies économiques spatialement neutres en appui aux déploiements des forces du marché. Notre lecture du WDR 2009 a été formulée dans le cadre du groupe de travail de l'AFD qui accompagnait la rédaction de ce rapport intitulé « Les enjeux géographiques du développement économique », lequel constitue une excellente synthèse et introduction à l'état de l'art et aux débats de la NEG. La seconde partie traite « de l'analyse économique à l'analyse publique » et accorde beaucoup plus de place aux instances de régulation que ne le fait le WDR 2009⁵.
- 10 Le problème que nous soulevons ici est simple : lorsqu'un expert travaille à l'échelle d'un pays, d'une partie ou encore d'une ville de ce pays, il utilise presque toujours des données statistiques issues des services statistiques nationaux de cet État. Cependant, dès lors qu'il

entend travailler sur un ensemble de pays, il doit se référer à autant d'instituts nationaux. Or, chaque pays s'appuie sur une approche statistique de l'urbain qui lui est particulière.

11 La production d'une série de données définies sur des bases aussi hétérogènes biaise la comparaison de tous les indicateurs : nombre de villes, taux d'urbanisation, nombre d'habitants, taille individuelle des villes, taux de croissance, hiérarchie des villes entre elles, etc.. Il en va bien sûr de même pour les indicateurs économiques du type densité économique⁶ s'appuyant sur ces mêmes unités urbaines hétérogènes. De plus, un échantillon d'individus statistiques aussi peu homogène ne répond pas aux exigences d'une démarche expérimentale : aucun scientifique ne peut valider un modèle, une théorie ou une loi qui seraient élaborés dans de telles conditions.

12 Pour surmonter ce problème, il est donc indispensable de constituer en préalable de toute analyse, un échantillon de données géographiques répondant à deux conditions :

- les données doivent être construites à partir d'une approche unique, appliquée de manière systématique à l'échelle mondiale. Dès lors que chaque approche nationale est spécifique, cela suppose de remettre en question les définitions légales de l'urbain proposées par les États. C'est la raison pour laquelle les auteurs du WDR 2009 s'appuient souvent sur une solution alternative : la base de données *Global Rural Urban Mapping Project* (GRUMP) développée par le CIESIN⁷.
- les données doivent être fondées sur une documentation fiable. Or, la base de données GRUMP ne répond pas à ces conditions. En effet, les cartes des densités issues de GRUMP sont composées à partir de données censitaires très hétérogènes (taille des mailles inégales, années non harmonisées, parfois plus de 10 ans d'écart...). La base de localisation des lieux habités utilisée comme référence est tirée d'un *gazetteer* attrape-tout issu du NIMA (National Imagery and Mapping Agency) : celui-ci regroupe tous les noms de lieux issus de cartes anciennes et actuelles avec des toponymies incertaines. Les couches d'information pour les infrastructures de transport sont reprises de Digital Chart of the World dressées à une échelle grossière (1/1 000 000) et souvent obsolètes. De plus, GRUMP/LandScan reposent sur des données anciennes et statiques calées sur l'an 2000, mais avec essentiellement des sources en imageries satellitaires et censitaires qui datent du début des années 1990. Elaborée à partir d'une documentation localisée très insuffisante, la construction de la base de données GRUMP a donc été surinvestie d'hypothèses théoriques qui ne correspondent pas à la réalité sur le terrain, si bien qu'elle se présente non pas comme un corpus de données empiriques mais comme une base de données dans laquelle la modélisation tend à se substituer aux faits localisés dans l'espace géographique. Autrement dit, la modélisation économique de la croissance urbaine s'appuie elle-même, dans le WDR 2009, sur des données construites selon un modèle. La vérification de ses résultats opérée par les bases e-Geopolis, du type vérité terrain, ne laisse aucun doute sur l'absence de fiabilité, au sens de rapport au réel observable et localisé, et d'exhaustivité de cette base de données.

13 Dans ce contexte, il est nécessaire de discuter les diagnostics proposés par le WDR 2009, en partant non pas des interprétations des auteurs, mais du matériau même à partir duquel ils ont travaillé. Notre approche nous amènera à souligner combien la base de référence est tronquée, conduisant à surestimer le poids des grandes métropoles et à négliger l'urbanisation dans sa banalité et son caractère de plus en plus majoritaire, à savoir le maillage de plus en plus dense des territoires par des petites villes quand, partout, sous toutes les latitudes, le taux de croissance des très grandes villes fléchit.

S'affranchir des contraintes de l'État

« Statistico »

14 Par son étymologie, le mot « statistique » (statistics, statistik, estatistica...) lui-même ne saurait mieux rappeler la fonction de cette information : il fut notamment introduit à partir du

XVII^e siècle dans le vocabulaire occidental depuis un mot italien, *statistico*, qui signifie « qui concerne l'État », et découle de la *political arithmetic* qui se développe à la même époque. Si l'information statistique est une représentation de la réalité, elle n'est donc pas *n'importe quelle* représentation : c'est celle voulue par la puissance publique.

- 15 L'institution étatique joue dans la construction des statistiques, le rôle d'instance de contrôle. Ce n'est pas en tant qu' « État » que cette instance de contrôle est incriminée, mais en tant qu'« institution ». Les statistiques économiques se différencient considérablement des statistiques géographiques. En effet, si d'un point de vue strictement juridique, il n'existe pas d'autorité supérieure à l'État, dans le domaine de l'Economie, les institutions internationales représentent néanmoins des instances de référence, de normalisation et donc d'harmonisation dont dépendent fortement les États du Monde contemporain. Le BIT (taux de chômage), le FMI (finances), et l'OMC (commerce) sont des organismes suffisamment puissants pour avoir réussi à imposer des normes de calcul d'indicateurs statistiques indispensables à l'exercice de leurs activités. Ces normes sont certes discutables, discutées, sans doute imparfaites, cependant, elles ont le mérite d'exister et de permettre des comparaisons internationales justifiées.
- 16 Rien de tel avec les statistiques géographiques, qui restent avant tout une affaire de territoire, donc de politique intérieure des États. Organisme multilatéral, les Nations Unies se contentent de rassembler, parmi d'autres chiffres, ceux que fournissent les États à ses services statistiques. Cependant, ces chiffres sont construits en toute liberté par les États. Les services statistiques des Nations Unies reconnaissent eux-mêmes ce problème tout comme le WDR 2009. Il note à ce propos : « ces données se basent sur des définitions spécifiques aux pays et qui peuvent donc être assez différentes ». Mais il conclut cette remarque par un curieux euphémisme : « Ces observations ne doivent pas être interprétées comme laissant sous-entendre que les perspectives sur l'urbanisation du monde ne sont pas fiables » (WDR 2009, ch. 1, Box 1.3, p. 55). Un consensus réel existe parmi les utilisateurs et les chercheurs pour dire que « les gouvernements désignent certaines zones comme « urbaines » en s'appuyant sur des critères disparates –repères administratifs, densités de population ou composition économique – et ne font parfois aucune distinction entre le rural et l'urbain. Les définitions de l'ONU sont utiles, mais se limitent pour l'essentiel à l'agrégation de ces mesures disparates » (Bloom & Khanna, 2007). A côté des données onusiennes, le WDR 2009 s'appuie sur une base qualifiée d'harmonisée reposant sur un modèle géographique qui comporte un indice d'agglomération développée par le projet GRUMP. Nous reviendrons en détail sur les problèmes d'estimation des dynamiques urbaines qu'implique l'utilisation de cette base.
- 17 Mais il n'en reste pas moins que, pour toutes les séries dynamiques permettant de proposer un diagnostic sur l'urbanisation du monde, le WDR 2009 utilise les séries construites par l'ONU à partir des sources statistiques non-harmonisées sur l'urbanisation fournies par chaque pays. Dans de nombreux passages du rapport WDR, sont utilisées les données non harmonisées proposées par les Nations Unies ou par la Banque mondiale⁸, en particulier dès qu'il s'agit d'aborder la question des taux d'urbanisation, de la croissance urbaine, de la population de telle ou telle ville⁹.
- 18 Première contradiction : si l'objectif du WDR 2009 est de montrer les effets de la libéralisation du marché mondial sur l'évolution des « densités », alors il paraît indispensable d'utiliser dans tout le rapport, une série statistique homogène dégagée des pressions et du contrôle de l'institution étatique qui est justement, dans ce processus, un obstacle à l'ajustement global des marchés.

Trois approches différentes des « densités »

- 19 Trois familles de définitions légales de l'urbain sont utilisées par les services officiels des 230 États et territoires de la Planète (Moriconi-Ebrard, 2001, p. 1) :

- une approche servant l'organisation politique et administrative qui définit et délimite la « ville » comme un objet de droit ;
- une approche morphologique qui aborde l' « agglomération urbaine » comme une forme construite qui se distingue d'autres modes d'occupation du sol ;
- une approche économique ou socio-économique, qui détermine des « aires métropolitaines » en fonction de systèmes d'échange, de réseaux et/ou de flux plus ou moins polarisés.

20 Ainsi, au palmarès mondial, la plus grande « ville » du Monde est Chongqing en Chine, l'agglomération la plus étendue est, de loin, Tokyo et la plus vaste aire métropolitaine est toujours la « Megalopolis » de la côte nord-est des États-Unis, mise en évidence par J. Gottmann dès 1961, avec une concentration de quelques 40 millions d'habitants.

21 A quoi correspondent ces objets, du point de vue de la géographie ?

22 Qu'est-ce que la ville de Chongqing ? Un territoire aussi vaste que l'Autriche (Fig.1) comprenant une agglomération principale d'environ 3,5 millions d'habitants, dont dépendent administrativement 82 000 km² de rizières, de montagnes, de champs, 200 bourgs formant des agglomérations urbaines plus petites, ainsi que des milliers de villages et de hameaux isolés. L'étendue exceptionnelle de ce périmètre administratif a conduit, durant plusieurs années, les services statistiques onusiens à classer Chongqing au rang de plus grande ville du monde. Désormais, les bases onusiennes s'accordent sur les contours d'une agglomération urbaine plus réaliste et y appliquent une estimation de population. Cependant, en procédant ainsi, la nouvelle extension prise en considération est devenue différente de celles retenues pour les autres unités urbaines chinoises, notamment celle de Beijing pour laquelle est considérée uniquement l'aire métropolitaine officielle : d'une tentative d'harmonisation ad hoc est donc née une nouvelle hétérogénéité.

23 L'« agglomération urbaine » de Tokyo qui ne correspond à aucune délimitation administrative ou fonctionnelle est un ensemble continu de constructions, sans aucune rupture. Elle occupe 8 853 km² sur laquelle vivent quelque 38 millions d'habitants (Carte 1b). Elle s'étend sur plusieurs « villes », la plus importante étant celle de Tokyo qui donne par convention son nom à l'ensemble de l'agglomération.

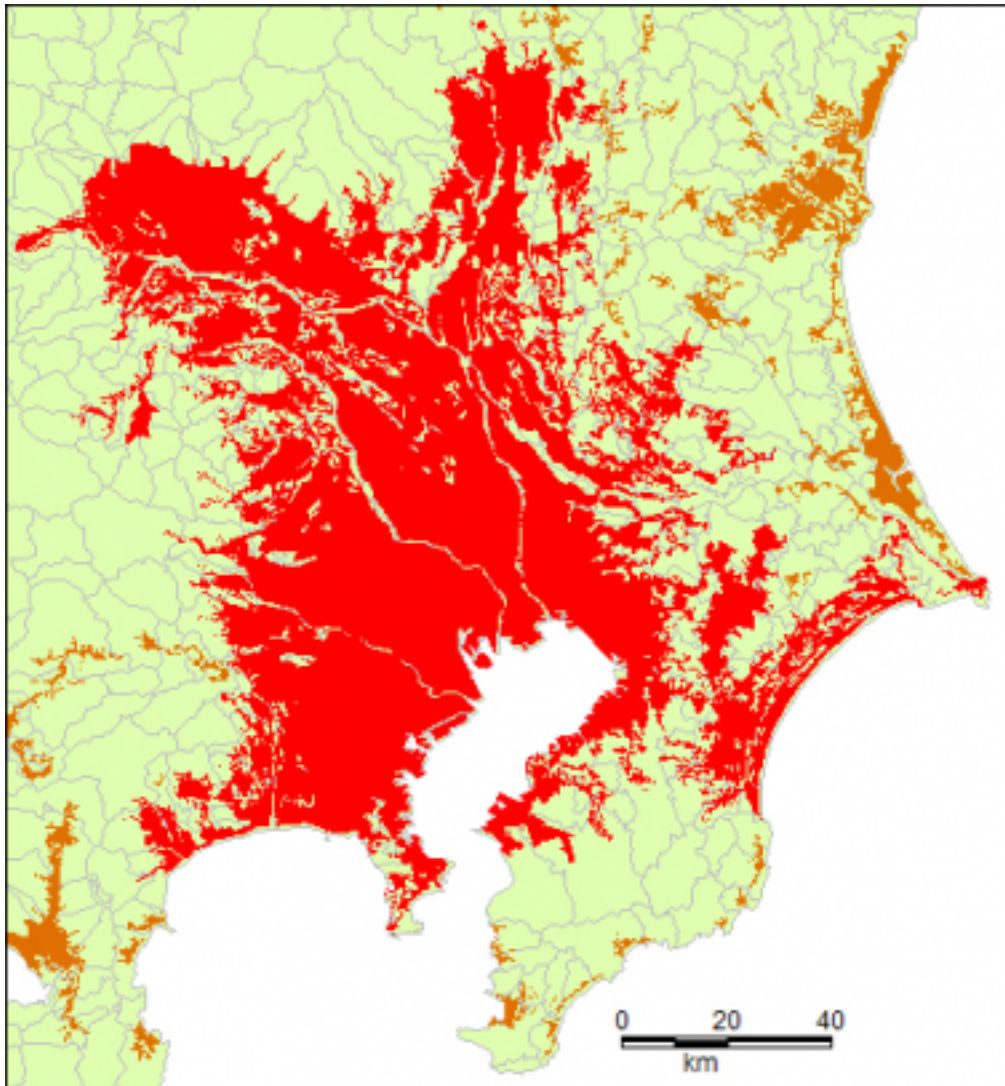
24 Enfin, il n'existe pas de consensus international sur la définition géographique d'une « aire métropolitaine ». Ses limites sont établies d'après le rayon d'influence d'un centre, lui-même défini comme un pôle d'emplois, une agglomération ou une ville administrative. Ce rayon d'influence est très généralement déterminé par la fréquence des navettes domicile-travail, mais cette fréquence est déterminée par des seuils différents et des conditions qui varient considérablement d'un pays à l'autre. Une même « aire métropolitaine » englobe plusieurs agglomérations, mais aussi des espaces inhabités (champs, prés, forêts...) et des villages enserrés par les réseaux de surface. L'US Census Bureau donne des résultats par aire métropolitaine, de même que l'INSEE en France, ou le Census of India en Inde. Selon ce dernier les agglomérations s'arrêtent aux frontières des États conduisant à des sous-estimations des plus grandes métropoles, notamment de Delhi (K. Marius-Gnanou, F. Moriconi-Ebrard, 2007).



Carte 1 : La « ville » de Chongqing à la même échelle que l'Europe centrale

En noir : limites de provinces de Chine

Source : e-Geopolis



Carte 2 : Extension physique de l'agglomération de Tokyo (en rouge)

parmi d'autres agglomérations de la région (en orange) en 2000 - Source : e-Geopolis

Toute définition conditionne les résultats...

- 25 Même si l'on n'est pas géographe, on admettra que les qualités d'un espace dépendent en grande partie de sa délimitation autant que de sa localisation. Les politiciens qui reconfigurent les circonscriptions politiques en savent quelque chose. Si les limites des États-Unis s'arrêtaient aux Appalaches, le pays ne serait pas la première puissance agricole du Monde, n'aurait pas de pétrole et ne compterait pas 300 millions d'habitants... De même, les problèmes de développement, de gouvernance, d'environnement d'une ville de 82 000 km² (Chongqing) sont radicalement différents de ceux d'une agglomération où la densité est 15 à 30 fois plus élevée, où l'on trouve très peu de disponibilité foncière, où il n'y a pas d'agriculture, etc.
- 26 On entrevoit dès lors l'ampleur du problème qui consiste, dans un rapport sur le développement, à établir, à partir de sources aussi hétérogènes, sinon un diagnostic fiable de la croissance urbaine, du moins une mesure statistique à la hauteur de la scientificité des indicateurs qui sont mobilisés sur le versant « économique » du WDR 2009. Pourtant nombreux sont les géographes à avoir fait ce diagnostic dès les années 1990, et à avoir œuvré au développement et à l'analyse de bases plus cohérentes et harmonisées, notamment pour

l'Europe (Pumain & al., 1990 ; Gléau, Pumain, Saint-Julien, 1996), les États-Unis (Bretagnolle & al., 2008) la France (Paulus, 2004) et à l'échelle du monde (Moriconi-Ebrard, 1993 & 1994).

27 Dans le WDR 2009 ce n'est pas seulement la taille des villes, mais bien l'ensemble des indicateurs de l'urbanisation qui sont biaisés : nombre d'unités, densité, taux d'urbanisation, taux de croissance, densité urbaine, proximité des villes, migrations, etc.

28 Tout d'abord, certains pays superposent plusieurs définitions officielles de l'urbain, tandis que d'autres n'en utilisent qu'une seule, et pas nécessairement la même que celle de leur voisin. Aux États-Unis, le concept de « ville » est approché par la notion d' « incorporated places » (*cities, towns, villages...*), autrement dit de municipalités, par opposition aux agglomérations qui ne possèdent pas de gouvernement local (*Census Designated Places*), et qui sont administrées depuis un niveau supérieur de l'encadrement territorial. Les *urban areas* (depuis 2000 : *urban clusters*) correspondent à la notion géographique d'agglomération, et il existe également une définition légale de l'aire métropolitaine (*SMA*). Dans une comparaison internationale, laquelle de ces définitions choisir ? Dans la réalité, selon les bases de références, c'est parfois l'une ou l'autre selon le classement que les auteurs souhaitent obtenir : plus de villes du Sud ou non, plus d'Asie ou plus d'Amérique latine...

29 D'autres pays utilisent au contraire une et une seule définition. En Allemagne, par exemple, l'approche de l'urbain est strictement administrative : la ville (*Stadt*) a un statut légal qui lui confère plus d'autonomie que la simple commune (*Gemeinde*). Des villes de quelques centaines d'habitants côtoient ainsi des communes non urbaines qui comptent plus de 30 000 habitants. Au contraire, en Argentine, la seule définition légale existante repose sur une approche morphologique. Si l'on appliquait la définition argentine à l'Allemagne, on découvrirait dans ce pays, l'existence d'une agglomération de 10 millions d'habitants en Rhénanie du Nord-Westphalie, dont les Allemands ne reconnaissent pas l'existence. La hiérarchie urbaine de l'Allemagne s'en trouverait radicalement modifiée, ainsi que sa place dans le concert des métropoles mondiales. Comment comparer les indicateurs de l'urbanisation entre ces deux pays sans remettre en cause la définition statistique officielle de l'urbain ?

30 Enfin, quand bien même une seule définition est utilisée, surgit la question du choix des seuils statistiques de l'urbain. Par exemple, en Europe, plusieurs États utilisent le critère de définition recommandé en 1980 par les services de l'ONU à l'usage des instituts statistiques : une approche fondée sur la continuité du bâti avec 200 mètres au maximum entre les constructions. Cependant, au Danemark, le seuil minimum pour qu'une agglomération soit « urbaine » est de 200 habitants, tandis qu'il est de 2 000 habitants en France et de 10 000 habitants en Grèce. Le nombre d'agglomérations doublant approximativement chaque fois qu'on divise le seuil par deux, cela signifie que, toutes choses étant égales par ailleurs, les Danois comptent 50 agglomérations urbaines quand les Français en comptent 5 et les Grecs 1 seule. Pourtant, les densités de peuplement générales de ces trois pays, quoique inégalement réparties à l'échelle nationale, ne sont guère différentes (autour de 100 habitants au km²) ; tous trois font partie de l'Union Européenne, souscrivent à Eurostat qui est supposé harmoniser la statistique européenne et appartiennent au groupe des pays développés... « Toutes choses égales par ailleurs », il devrait être possible de comparer les indicateurs de l'urbanisation de ces trois pays. Or, ce n'est pas le cas si l'on se contente de partir des définitions officielles...

31 De ce qui est déposé en amont dans l'objet de la définition dépend... ce que l'on va découvrir en aval dans l' « urbain », tant sur le plan de l'analyse scientifique, du diagnostic urbain, que des politiques à mettre en œuvre. Partant d'un outil statistique biaisé, c'est toute une chaîne d'appréciations qui est déformée : caractéristiques passées et présentes, dynamiques et causes de ces dynamiques, prospective. Il devient impossible de comparer la situation de différents pays entre eux comme on le fait couramment pour des indicateurs économiques.

Bilan

32 De ce désordre qui règne dans l'utilisation des statistiques urbaines au niveau mondial, découlent trois conséquences :

- un règne de l'arbitraire conduit les médias à s'emparer de formules qui n'ont aucun fondement scientifique et qui ne renvoient à aucune réalité tangible. La plus populaire d'entre elles consiste à affirmer : « *En 2007, plus de la moitié des habitants de la Planète vivra dans les villes* ». Affirmation totalement gratuite : quelles « villes » ? Comment peut-on soutenir une assertion aussi forte, alors qu'il n'existe aucune preuve scientifique, ni même une base tangible en mesure de l'étayer ? La porte est dès lors ouverte à des approches purement idéologiques. En outre, parce qu'elles frappent l'imagination, de telles affirmations sont mises en avant alors qu'elles constituent une « question » symbolique et bien secondaire de l'urbanisation, face à des tendances bien plus importantes et problématiques qui restent masquées, faute de données ;
- les erreurs de diagnostic conduisent à des affirmations tout aussi dogmatiques, sinon fausses, largement colportées par les médias. Par exemple : « La croissance des grandes villes explose », « L'urbanisation détruit les terres agricoles », « Les ruraux affluent en masse vers les grandes villes », « La majorité des habitants des villes du sud vit dans des bidonvilles »¹⁰, « La concentration urbaine accroît la pollution » etc...¹¹
- l'idée selon laquelle la géographie ne serait pas une science aussi rigoureuse que l'économie, car les données statistiques sur la taille et la distribution spatiale des villes ne présenteraient pas les conditions de scientificité indispensables à une démarche expérimentale de modélisation statistique. De là découle, en économie, un renforcement des approches modélisatrices reposant sur le concept de ville générique. Or cette modélisation produit des résultats qui deviennent rapidement des argumentaires pour l'action aux vertus en parti auto-réalisatrices. Dès lors, il est tentant d'évacuer les écarts entre observations empiriques et modélisation théorique, sous le prétexte que les données disponibles sont inexactes et hétérogènes, voire de ne travailler que sur des échantillons savamment composés. Ainsi comme le souligne Schaffar (2009), « Krugman (1996), Gabaix (1999) ou Black et Henderson (1999) utilisent des échantillons de 135 villes, ce qui correspond à 0,5 % de l'ensemble des villes américaines, totalisant 30,2 % de la population urbaine. Cet échantillon correspond à la partie extrême haute de la distribution, pour laquelle l'allure de la distribution lognormale « tronquée » et l'allure de la distribution de Pareto se superposent ce qui explique le fait que tant d'études confirment la loi de Zipf ». L'étude de la distribution géographique des résidus et des écarts aux modèles permet pourtant de proposer une modélisation plus complexe et plus proche de la réalité.

Harmoniser les données géographiques

33 Afin de dépasser ces difficultés et être en mesure de proposer des analyses rendant compte de l'urbanisation à l'échelle du monde, une base de données harmonisée au niveau mondial a été créée dès 1992 : *Geopolis*. Elle répondait initialement aux besoins de la recherche en géographie quantitative. Désormais elle fait l'objet d'un programme de diffusion, de maintenance et d'une mise à jour technologique et donc de standardisation : *e-geopolis*¹².

La base de données « e-Geopolis »

34 Dans cette base de données, toutes les agglomérations du Monde sont identifiées et définies de la même manière, suivant l'un des principes recommandé par les services statistiques des Nations Unies : est considéré comme aggloméré tout espace bâti dont la distance entre les constructions n'excède jamais 200 mètres, et comme « urbaine » toute agglomération ayant dépassé le seuil de 10 000 habitants.

35 A partir de la situation actuelle, la base restitue des chiffres rétrospectifs en remontant dans le passé aussi loin que le permet l'existence de sources statistiques (recensements, état-civil,

enquêtes) et les données historiques collectées notamment par Chandler et Fox. De cette manière, elle permet de saisir des processus sur le temps long, et de les mettre en relation avec les tendances de l'économie.

36 Les polygones correspondant à l'extension actuelle des surfaces bâties sont tracés en partant d'images satellites, de sorte que les résultats avancés sont vérifiables, notamment par affichage dans le logiciel GoogleEarth, dont l'accès est gratuit et mondial, grâce au format KML qui répond aux normes GNU (General Public License).

37 La population étant susceptible de varier très vite dans le temps, les données de population sont également interpolées sur des dates communes, à partir des sources nationales renvoyant à des dates hétérogènes. Ces estimations sont également vérifiables, dans la mesure où les sources nationales des recensements restent accessibles, soit sur place dans les pays d'origine, soit dans les bibliothèques publiques. *e-Geopolis* permet d'identifier, nommer, localiser et qualifier quelque 50 000 agglomérations de plus de 10 000 habitants avec l'évolution de leur population sur la longue durée.

38 Les premiers résultats à jour pour l'Afrique de l'Ouest (Africapolis I) sont consultables sur le site de l'Agence Française de Développement¹³. L'Inde (Indiapolis), la Chine (Chinapolis), l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient (MENapolis), ainsi que l'Europe (Europolis), l'Afrique de l'Est (Africapolis II) et l'Amérique Latine (Americapolis) sont des sous-programmes en cours d'avancement. La finalisation de l'ensemble des projets est planifiée à l'horizon 2011.

39 C'est sur les premiers résultats de cette entreprise¹⁴, ainsi que sur l'ancienne base de données *Geopolis*¹⁵, que s'appuie le diagnostic sur l'évaluation de la densité par le WDR 2009.

Comparaison entre les données « UN » et « e-Geopolis »

40 Grâce à la contribution de l'Agence Française de Développement, le rapport *Africapolis* permet de comprendre la nature des biais introduits par l'utilisation de données hétérogènes dans le cadre des analyses du WDR 2009.

41 Le *World Urbanization Prospects* préparé par la Division Population des Nations Unies, cité en prémisses de tous les articles académiques comparatifs et globaux touchant à l'urbanisation, tant en démographie qu'en économie, géographie ou sciences politiques propose des séries chronologiques sur les populations urbaines de l'ensemble du monde réparties en 5 classes ; de 5 à 10 millions d'habitants, de 1 à 5 millions, de 500 000 à 1 million et moins de 500 000. Cependant, le nombre d'unités urbaines composant chaque classe n'est donné que pour les 4 classes supérieures. Seules les unités de plus de 750 000 font l'objet d'un tableau nominal des agglomérations, avec des séries de populations quinquennales depuis 1950. Enfin, les villes de plus de 500 000 habitants y sont listées pour chaque pays à la date du dernier recensement. Ainsi, les calculs des taux d'urbanisation sont fondés sur des catégories agrégées abstraites et non sur la somme des unités urbaines observées. Aussi, les projections proposées ne rendent que très approximativement compte de la multiplication des unités urbaines, et encore moins des croissances individuelles forcément extrêmement divergentes selon les villes, au sein d'un même système urbain. Les distributions locales et les dynamiques régionales ne peuvent être décrites et encore moins comparées.

42 Le rapport *State of the World's Cities. Harmonious Cities, 2008/2009*, de UN-Habitat, reprend aussi pour sa part, les classifications du Global Urban Observatory pour ses analyses. Les petites villes sont désignées comme les villes entre 100 000 et 500 000 habitants et les villes intermédiaires comme celles entre 500 000 et 1 million (p. 12). De même, le rapport *State of World Population 2007* du FNUAP intitulé « Unleashing the Potential of Urban Growth » affirme sans pouvoir apporter la moindre précision (p. 9) que « 52 % de la population urbaine mondiale continue de vivre dans des unités de peuplement de moins de 500 000 habitants ». L'expression « continue » pose ici problème, car elle sous-entend une tendance au glissement de la croissance vers des villes plus grandes ; or c'est précisément l'inverse que l'on observe avec une démultiplication du nombre des petites agglomérations et un tassement généralisé

des taux de croissances des métropoles. Cependant les bases de données utilisées ne permettent pas de voir cette urbanisation par le bas¹⁶.

43 Appuyant leurs travaux sur ces bases de données, de nombreux auteurs proposent une version biaisée du fait urbain. « *Peu de choses ont changé dans le suivi international de l'urbanisation depuis 30 ans* » expliquaient Champion & Hugo en 2005 (p. 4) ajoutant que « *la Division Population des Nations Unies est parfaitement consciente de la limitation des données qu'elle a à sa disposition et aimerait tout spécialement voir une amélioration dans les méthodes d'identification et de délimitation individuelle des localités* » (p. 18). Jusqu'à présent, les comparaisons internationales sont ainsi conduites sur la base de modèles fondés sur des données agrégées qui amènent les auteurs et experts à parler de « petites villes » à partir d'unités de peuplement comptant « moins de 500 000 Habitants », voire de 750 000 ! Zlotnik (2005) explique ainsi que « la croissance des petites villes et l'urbanisation des unités rurales devraient contribuer beaucoup plus au futur de la croissance de la population urbaine ». Or, l'auteur considère ici comme « petites » villes des unités qui comptent jusqu'à... 500 000 habitants ! Accompagnée d'une tentative de mesure sérieuse du poids des petites villes jusqu'à 20 000 habitants en 2000, la recherche de Satterthwaite (2006) fait exception, mais son effort est resté individuel, isolé, et n'a pas permis de réunir une base exhaustive sur la question, ni d'élargir et de se départir des biais associés aux bases de référence et à l'hétérogénéité de la catégorie « urbain » dans chaque pays. Ces travaux ont toutefois le mérite de souligner la nécessité de prendre en compte ces modestes unités locales où vivent et où sont appelés à vivre de plus en plus d'urbains.

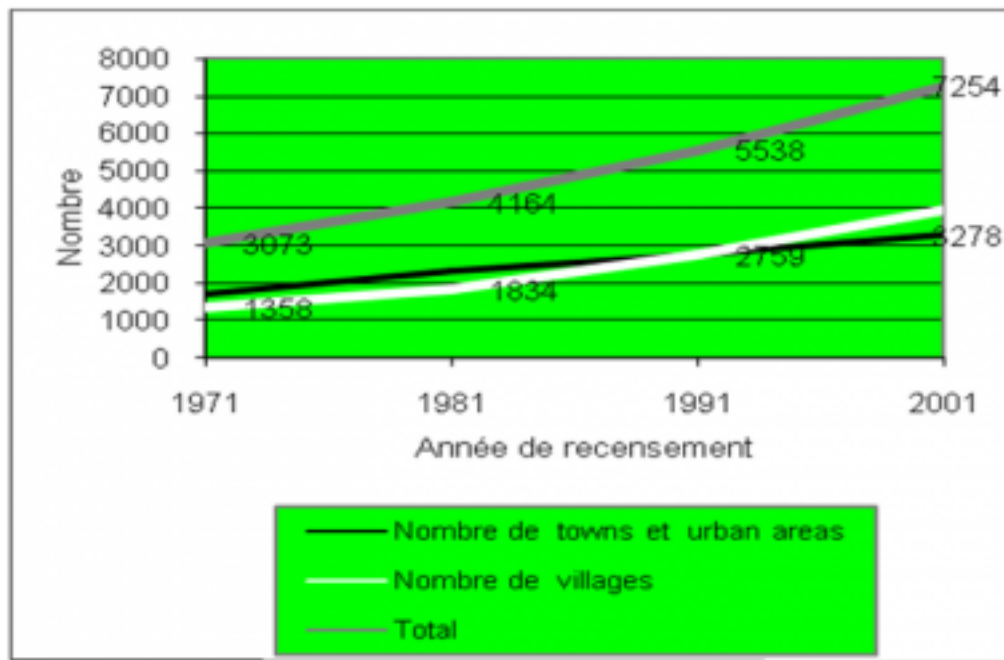
44 Considérer les villes de moins de 500 000 habitants, comme « moyennes », voire « petites » reste un jugement de valeur discutable. Plongées dans l'anonymat, ces villes ne sont localisées dans aucune base de données et leur dynamique historique est négligée. Or, si chacune de ces villes « anonymes » est par définition moins importante en raison de son faible poids individuel, elles n'en fournissent pas moins, du fait de leur grand nombre, la grande majorité de la population urbaine du Monde, et surtout plus des 9/10^{èmes} des agglomérations urbaines existantes ! C'est aussi à partir de ces centres émergents que se maille le territoire, se stabilisent les migrations résidentielles, sont rendus plus accessibles les services, la scolarisation, la santé. Ces centres secondaires sont aussi les relais essentiels pour le développement de filières agricoles, les marchés favorisant l'émergence de gouvernements décentralisés.

45 La mesure des « taux d'urbanisation », présente de fortes distorsions avec les résultats obtenus en utilisant une définition harmonisée et comparable. Ceux-ci sont le plus souvent surestimés par l'ONU, plus rarement sous-estimés..., mais rarement semblables. Dans certains cas, la différence provient du fait que le seuil minimum officiel de l'urbain est beaucoup plus bas que celui de *Geopolis*, ce qui conduit à prendre en compte un corpus d'unités urbaines beaucoup plus large. Mais dans d'autres cas, il s'agit d'une surestimation irréaliste provenant de l'utilisation de modèles théoriques de croissance erronés (*Africapolis : le rapport*, p. 49).

46 Rappelant les nombreux problèmes déjà soulevés par le rapport *Africapolis (Africapolis : fiches pays)*, on illustrera ici le problème de la scientificité des données statistiques communément utilisées grâce au cas de l'Inde.

47 En Inde, l'évolution du nombre de localités de plus de 10 000 habitants suit une croissance exponentielle. Cependant, toutes ne sont pas classées officiellement comme urbaines (Visaria, 1997).

48 En comparant avec le critère de définition statistique proposé par la base de données *e-Geopolis*, on constate que le nombre de « villages » de plus de 10 000 habitants croît plus vite que celui des « villes » de plus de 10 000 habitants. Pour la première fois dans l'histoire du pays, il a même dépassé celui des « villes » au recensement de 2001 (graphique 1).



Graphique 1 : Evolution du nombre de villes et de villages de plus de 10 000 habitants en Inde

* y compris Assam en 1981 (population estimée faute de recensement).

Source : série de recensements de la population de l'Inde

49

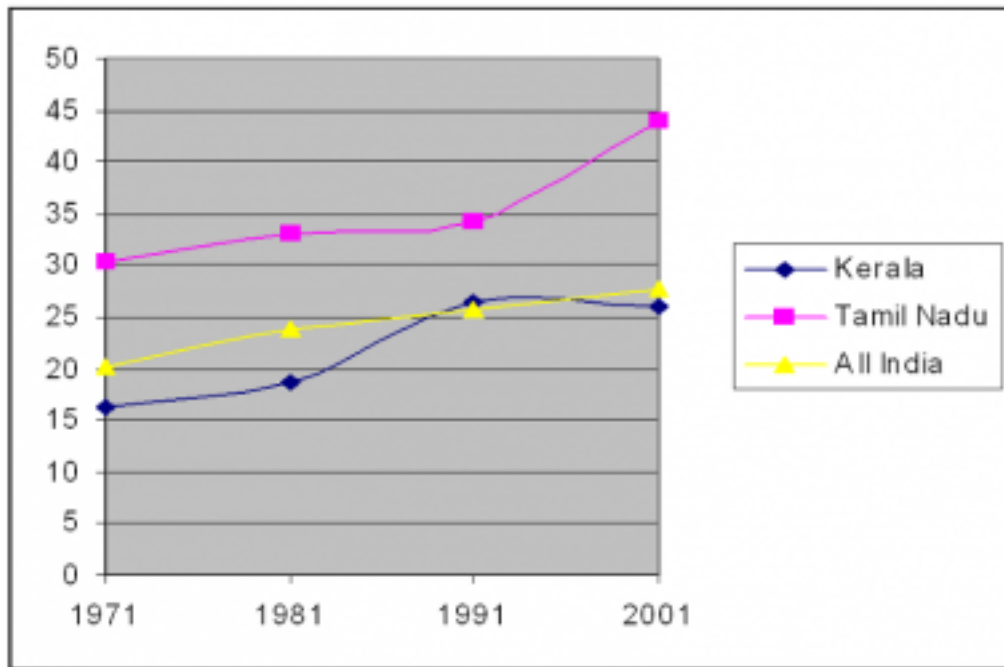
L'analyse de la distribution spatiale de cette comparaison fait apparaître des contrastes géographiques considérables (tableau 1).

State	Number of units		Pop. (x 1 000)		%	
	Urban	Rural	Urban	Rural	Urban	Rural
FUNJAB	119	26	7,903	347	32.4	1.4
HARYANA	77	97	4,561	1,251	21.6	5.9
RAJASTHAN	195	100	13,066	1,310	23.1	2.3
UTTAR PRADESH	525	296	31,903	3,919	19.2	2.4
BIHAR	115	630	8,662	9,314	10.4	11.2
ASSAM	61	19	3,142	295	11.8	1.1
WEST BENGAL	123	354	21,810	5,190	27.2	6.5
JHARKHAND	57	28	5,750	366	21.3	1.4
ORISSA	102	5	5,318	66	14.4	0.2
CHHATISGARH	64	6	4,029	70	19.3	0.3
MADHYA PRADESH	282	19	15,296	235	25.3	0.4
GUJARAT	162	153	18,783	2,008	37.1	4
MAHARASHTRA	291	262	38,970	3,868	40.2	4
ANDRA PRADESH	151	498	20,662	7,936	27.1	10.4
KARNATAKA	206	131	17,761	1,685	33.6	3.2
KERALA	89	1,072	8,199	21,728	25.7	68.2
TAMIL NADU	475	168	26,032	2,299	41.7	3.7

Tableau 1 : Localités urbaines et localités rurales de plus de 10 000 habitants selon les principaux États de l'Union Indienne

Source : Census of India 2001

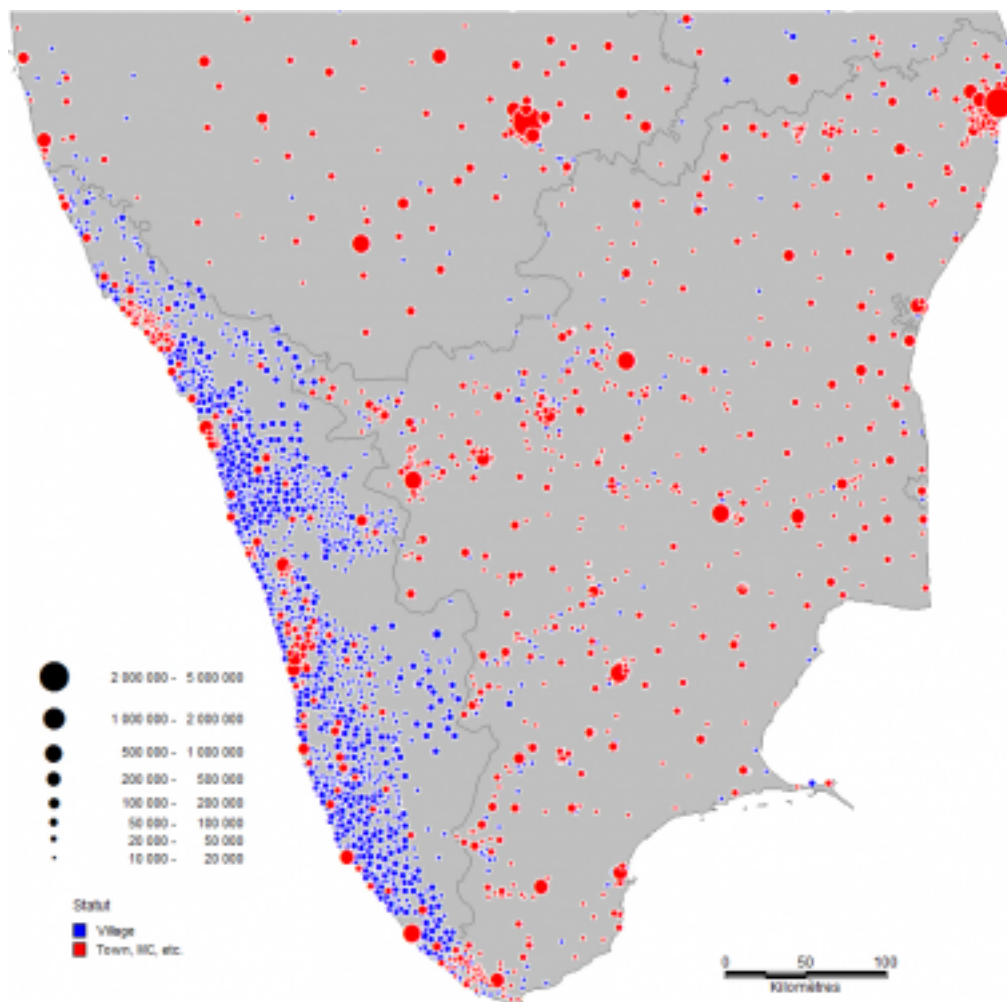
- 50 Ce problème est bien saisi par K.C. Sivaramakrishnan, A. Kundu et B.N. Singh (2nd édition, 2007), qui évoquent les *73th et 74th Constitution Amendments, part. IX.A* de 1994 par lesquels chaque État de l'Union « decides which settlement will be urban ». Autrement dit : les services statistiques centraux de l'Union indiquent quelles localités peuvent statistiquement être classées comme urbaines selon des critères précis (plus de 5 000 habitants, plus de 400 habitants par km², 75 % d'actifs masculins hors du secteur agricole...), mais ce sont les États qui décident finalement de leur attribuer ou non le statut « urbain » afin de mailler le territoire et de répondre aux demandes locales émanant des districts et des villages panchâyats. La liberté des États à décider du statut de village ou de ville (town panchâyat) remonte même à 1961 du fait de l'existence des villes dites « statutory town » à côté des « census town », ce qui permet d'instituer comme ville, des collectivités locales qui ne répondent pas à ces critères pour des raisons politiques locales et inversement à éliminer celles qui cadrent pourtant avec ces mêmes critères. Un autre biais réside dans le déclassement de certaines villes qui redeviennent des villages, bien que leur population continue à augmenter. Depuis le premier recensement (1867/1872), des centaines de villes indiennes ont connu un tel sort, promues à un recensement donné puis disparaissant au suivant pour réapparaître une ou deux décennies plus tard, rendant les études diachroniques bien hasardeuses.
- 51 La carte 2 prouve à elle seule à quel point les écarts régionaux de taux officiel d'urbanisation sont liés non pas à une réalité économique ou socio-économique, mais quasi exclusivement à un facteur politique. L'État où les « villages » de plus de 10 000 habitants sont les plus nombreux en comparaison avec le nombre de villes est le Kerala ; or cet État est dominé depuis l'indépendance par le Parti Communiste, lequel s'appuie sur les valeurs « rurales » de l'Inde. Au Kerala, les promotions urbaines se font au compte-goutte sans répondre toujours à des critères de mesure objectifs. Au contraire, dans l'État voisin du Tamil Nadu l'application du *74th Constitution Amendment* s'est traduit par le reclassement de... 620 villages dans la catégorie « urbaine », ce qui a conduit d'un seul coup à classer dans la catégorie urbaine 422 nouvelles *towns* ou *urban areas* de plus de 10 000 habitants en 2001. Le taux d'urbanisation obtenu avec Geopolis est quasi strictement conforme au taux officiel pour le Tamil Nadu à l'exception des extensions périurbaines, 47 % VS 41 % mais, en revanche, il s'écarte très fortement dans le cas du Kerala : 96 % VS 27 %. Le Kerala par ses morphologies d'habitat continu, ses caractéristiques socio-économiques (le taux d'alphabétisation le plus élevé d'Inde) et la distribution en grappe de sa population correspond au modèle asiatique de la *desakota region* (Mc Gee, Terry, 1991).
- 52 Ainsi la baisse officielle du taux d'urbanisation au Kerala et sa brusque hausse au Tamil Nadu entre 1991 et 2001 (graphique 2) montrent bien l'origine politique du biais statistique. Le même biais concerne le West Bengal et l'Orissa, États où l'influence du parti communiste est prépondérante, même si ces explications ne sont pas réductibles aux configurations politiques contemporaines (George, 1998). Dans le détail, devenir urbain ou rester rural répond à des enjeux sociopolitiques et électoraux locaux relatifs à des équilibres entre l'accès à des services et à des équipements nouveaux, mais, ayant aussi pour conséquence une taxation plus élevée et la perte de la gratuité de l'accès à l'électricité pour les exploitants agricoles dans certains États de l'Union... Le fait de pouvoir conserver un statut rural est aussi une stratégie défendue localement. Dans le cas de l'Inde, comme pour la plupart des pays en développement, le passage officiel à l'urbain reste du point de vue des études socio-économiques et institutionnels, largement à faire.



Graphique 2 : Évolution du taux d'urbanisation officiel : Inde, Kerala et Tamil Nadu

Sources : Série de recensements de la population d'Inde (Census of India)

- 53 Ces biais masquent l'émergence massive des petites agglomérations et conduisent à sous-estimer l'étendue des *metropolitan area* qui, à l'échelle de l'Inde, font fi des frontières des États. (Marius-Gnanou, Moriconi-Ebrard, 2007).
- 54 Démographes et économistes doivent de leur côté réaliser les conséquences que ces biais entraînent indirectement dans la construction de certains d'indicateurs mettant en jeu les catégories « urbaine » et « rurale » : par exemple, les migrations rural-rural peuvent en réalité être à destination de villes ou de périphéries de villes et des migrations urbain-rural peuvent recouvrir des mobilités résidentielles de déconcentration vers des périphéries urbaines.
- 55 L'exemple de l'Inde illustre donc parfaitement le problème de l'« instance de contrôle » de la production des statistiques. La multiplicité des règles et des pratiques des instituts statistiques rend toute comparaison impossible y compris au niveau national, lorsque les statistiques sont décentralisées comme en Inde depuis 1994. Ainsi, le Kérala est-il réellement « moins urbanisé » que le Tamil Nadu ? Cette appréciation n'est-elle pas plus vraisemblablement liée au fait que l'outil de mesure n'est pas le même de part et d'autre de la frontière politique entre ces deux États de l'Union ?



Carte 3 : Distribution spatiale des villes et des villages de plus de 10 000 habitants dans le Sud de l'Inde en 2001

Sources : Census of India 2001, population distribuée par unité locale (local unit)

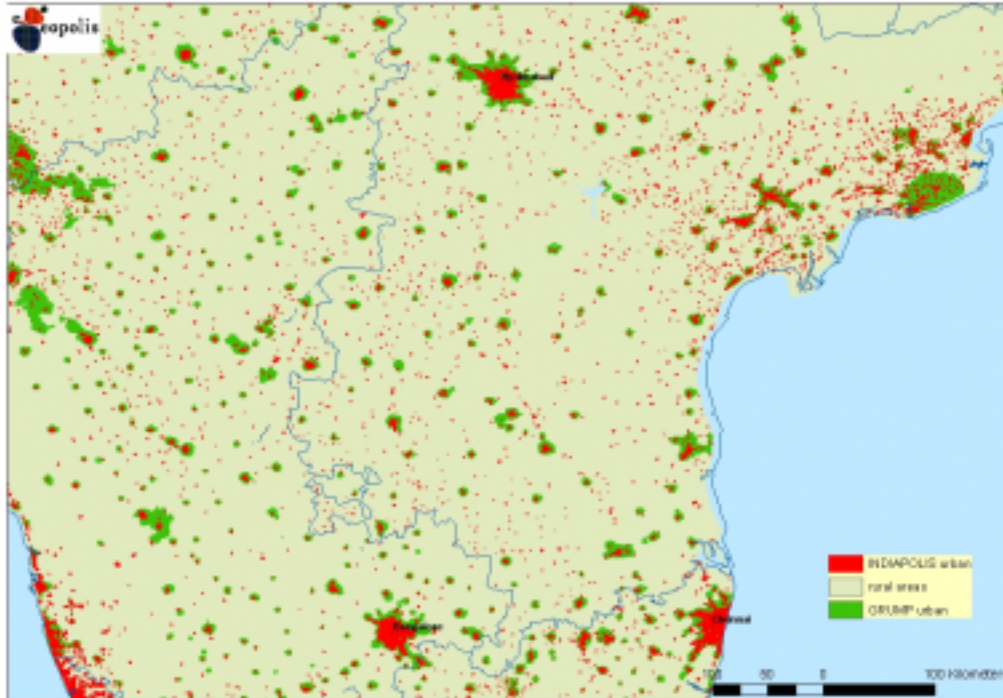
Comparaison entre la source « GRUMP » et « e-Geopolis »

56 L'équipe du WDR 2009 a bien identifié le problème de l'hétérogénéité des sources censitaires quant à la prise en compte de l'urbain. Dans le WDR 2009, même si ces données sont à de multiples reprises utilisées notamment dès qu'il est question d'évolution, il y est clairement statué que les séries du *World Urbanization Prospects* « se fondent sur des définitions spécifiques aux pays et qui peuvent donc être très différentes ». Aussi, propose-t-elle une nouvelle mesure de l'agglomération fondée sur une définition uniforme de ce que représente une zone « urbaine » ou agglomérée, l'indice d'agglomération qui utilise la technique décrite dans Chomitz, Buys, De Luca, Thomas et Wertz-Kanounnikoff (2007) et élaborée dans Uchida et Nelson (2008)¹⁷.

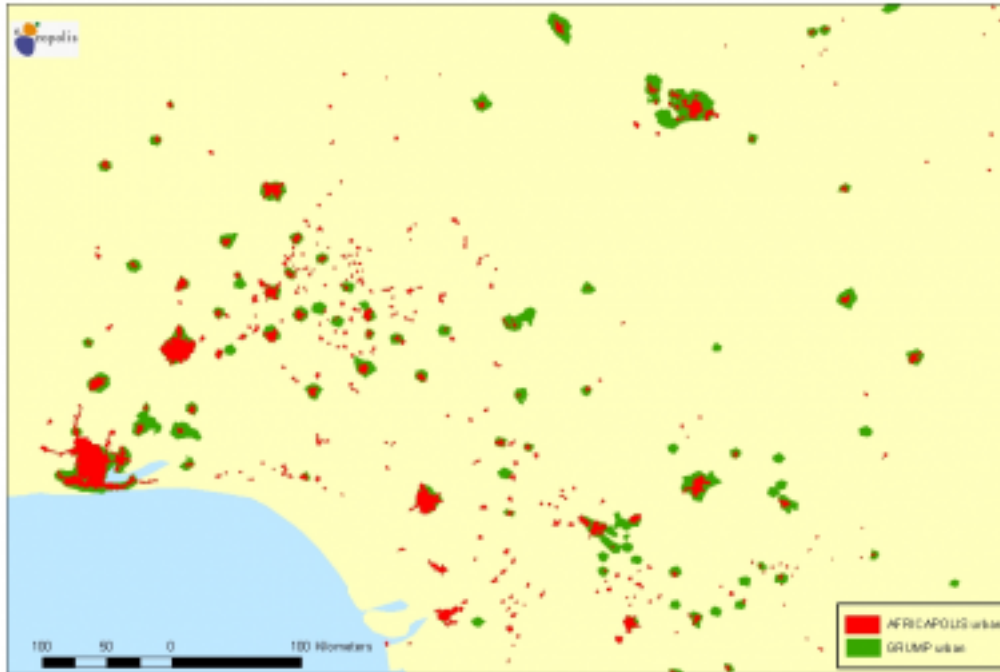
57 La confrontation avec les résultats empiriques obtenus par l'approche systématique d'e-Geopolis pour l'Afrique de l'Ouest¹⁸ est sans appel. Les données de GRUMP qui sont utilisées comme source de référence dans le calcul de l'indice d'agglomération et présentées comme une alternative aux données onusiennes, ne résolvent en rien les problèmes d'hétérogénéité. Elles introduisent même de nouvelles erreurs qui concernent toutes les régions du monde. De plus, la base GRUMP ne permet aucune analyse dynamique, car elle est limitée à un modèle pour l'année 2000¹⁹ (Uchida & Nelson, 2008) et s'appuie uniquement sur la localisation des centres urbains (Balk, Pozzi, Yetman, Deichmann, Nelson, 2004).

58 Les autres sources utilisées pour composer l'indice d'agglomération repris dans le WDR 2009 (agglomération, accessibilité, plus densité), notamment la base de données GRUMP sont tout aussi problématiques. Il en résulte :

- une sous-estimation du nombre de petites agglomérations : comparée à la base de données e-Geopolis, GRUMP laisse apparaître un manque de 75 % à 80 % des agglomérations (cartes 4 et 5). En effet, les grandes agglomérations, mieux connues que les petites, sont bien recensées, aussi, ce déficit concerne presque exclusivement les agglomérations banales et du bas de la hiérarchie. Ainsi, en Inde, GRUMP recense 2 736 agglomérations de plus de 5 000 habitants, contre 18 055 identifiées et aux contours tracées pour e-Geopolis/Indiapolis. En Afrique de l'Ouest (16 États), GRUMP en trouve 780 contre 2 558 pour e-Geopolis/Africapolis, et ainsi de suite²⁰ ;
- une surestimation des superficies urbanisées, ainsi qu'un niveau de résolution spatiale utilisé trop grossier, ne permettent pas d'appréhender la « forme » des agglomérations (cf. carte 3). Par conséquent, les calculs concernant les densités économiques du WDR 2009 s'en trouvent totalement faussés. Par ailleurs, en omettant les plus petites agglomérations, GRUMP surestime encore, en part relative, la dimension des plus grandes ;
- la présence de quelques autres erreurs : agglomérations mal localisées et agglomérations fictives (cartes 4 et 5).

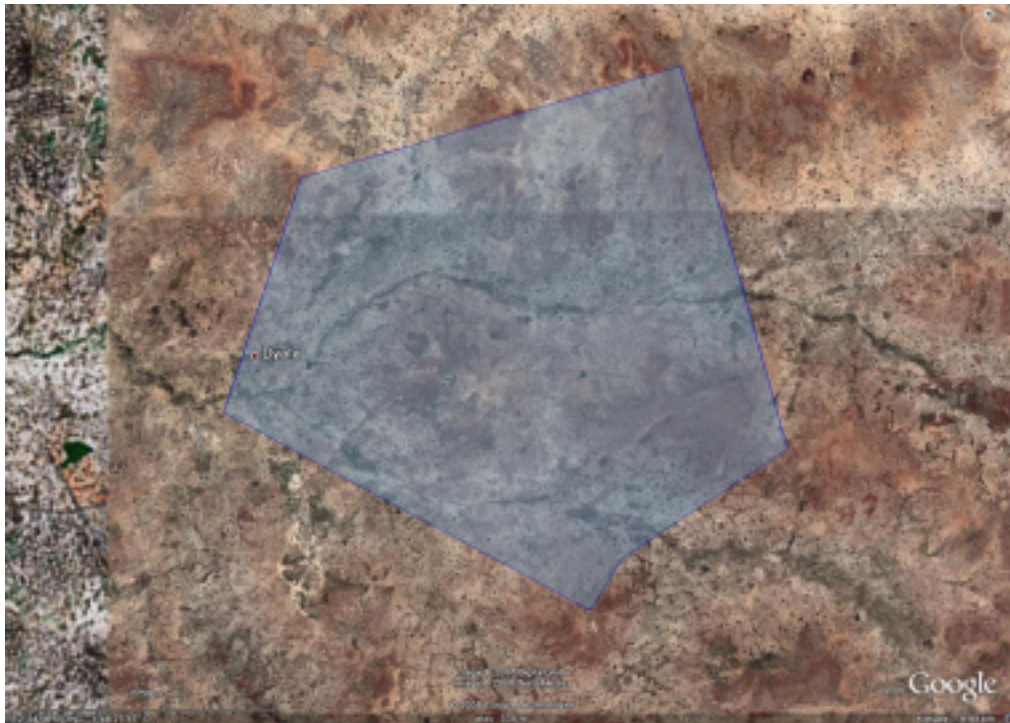


Carte 4 : Superposition des unités urbaines GRUMP et e-Geopolis/Indiapolis de plus de 5 000 habitants pour le Sud de l'Inde



Carte 5 : Superposition des unités urbaines GRUMP et e-Geopolis/Africapolis pour le sud-ouest du Nigéria

- 59 Pour le calcul de l'indice d'agglomération, GRUMP et WorldScan accordent une part prépondérante à la modélisation, au détriment des données empiriques. La base *e-Geopolis* utilise les résultats de séries de recensements publiés par unité locale²¹, alors que celle de GRUMP dérive d'une grille de 1 x 1 km sur laquelle a été pré-répartie la population à partir d'hypothèses théoriques qui réservent parfois des surprises sur le terrain... (cf. cartes 4, 5 et 6).
- 60 La base de données *e-Geopolis* croise pour sa part deux types d'informations qui proviennent de sources différentes : les images satellites d'une part, les recensements d'autre part. Les agglomérations « possibles » sont repérées ainsi de deux manières complémentaires, ce qui permet d'éviter les omissions ou l'ajout d'agglomérations qui n'existent que sur les tableaux statistiques des publications des recensements. Certaines « villes » ne sont en effet que des périmètres administratifs, ne comptant aucune agglomération morphologique. Au contraire, sont classées comme « rurales » des centaines d'agglomérations qui ne peuvent être repérées que par la télédétection ou les photographies aériennes.



Carte 6 : exemple d'agglomération fictive délimitée par GRUMP

Coordonnées : 12°25'N / 1°48'W : région de Ouagadougou (Burkina Faso).

Sources : GoogleEarth & GRUMP

Bilan : lorsque les biais méthodologiques servent une théorie ...

- 61 En géographie comme dans les autres sciences, la modélisation vise en principe à simplifier une observation empirique pour la rendre compréhensible et saisir la logique intrinsèque du phénomène étudié. En Afrique, tout comme en Inde ou en Chine, les sources existent ou peuvent être construites, mais elles sont difficiles à rassembler²². En revanche, leur acquisition ne nécessite pas un investissement technologique majeur.
- 62 En s'appuyant sur la base de données GRUMP, le WDR 2009 prend appui sur un matériau expérimental qui abonde dans le sens de la théorie économique. Le problème est qu'elles ne sont pas conformes aux exigences d'une approche expérimentale du point de vue des sciences géographiques.
- 63 Certes, il faut d'abord rendre hommage à ce travail pionnier qui fut le premier du genre et qui ne bénéficiait pas des technologies récentes disponibles actuellement. Ensuite, on a tendance à considérer un résultat comme « fiable » lorsqu'il est conforme aux (littéralement : « formé avec les ») idées que le commanditaire se faisait du phénomène étudié ... avant l'étude. Et de fait, le modèle « GRUMP » a été jugé comme « satisfaisant »... précisément parce qu'il confortait les idées préconçues que la communauté internationale se faisait sur les dynamiques urbaines :
- Premièrement, en surestimant la taille des grandes et moyennes agglomérations et en obturant le phénomène de prolifération des petites agglomérations, le modèle servait le récit ;
 - Deuxièmement, en amont des analyses, un autre niveau de modélisation est venu se surimposer dans l'approche du WDR 2009 avec la construction d'un « indice d'agglomération ».
- 64 Cet indice ajoute encore au flou et à l'imprécision inhérente à l'approche de GRUMP, car d'une part, il ne prend en compte que les agglomérations de plus de 50 000 habitants et,

d'autre part, que celles qui ont été détectées par ce programme. Or nous avons vu que plus les agglomérations sont petites, plus elles tendent à être « oubliées » par le GRUMP.

65 Au final, le modèle GRUMP masque considérablement ce qui est réellement nouveau dans les dynamiques d'urbanisation les plus contemporaines : l'émergence des petites agglomérations (Bell D. & Jayne M., 2009), et le tassement relatif de la croissance démographique des plus grandes villes. Les experts et les chercheurs qui utilisent cette base, ne peuvent diagnostiquer ces enjeux et raisonnent sur la base de tendances qui ne sont plus d'actualité. Reste que ces modèles obsolètes, ancrés dans une construction des savoirs solidement institutionnalisés contribuent eux-mêmes à structurer le réel, dans la mesure où la Banque Mondiale finance des actions de développement, des infrastructures. Ainsi, si la tendance est à l'appui des pôles de développement métropolitain, le diagnostic devient auto-réalisateur. Dans une certaine mesure, les statistiques, en tant que langage institué, ne se limitent pas à une représentation : elles ont une action performative sur le réel.

66 Tant que la question des « densités » - et donc de la place des villes - restait subsidiaire dans l'approche du développement, on a pu s'accommoder d'une acception molle des concepts de la géographie, et notamment d'une définition approximative de l'urbain. Cependant, tout au long du WDR 2009, la question du rôle de l'urbanisation dans le développement est posée de manière centrale : les villes comme moteur de la croissance.

La mesure et l'étendue du phénomène urbain

Appréciations erronées et problèmes obturés par le WDR 2009

67 Au regard des premiers résultats des travaux en cours en Asie, en Afrique, en Amérique latine, en Europe ou dans le Monde Arabe, l'équipe *e-Geopolis* a identifié dans le diagnostic du WDR 2009, deux autres arguments erronés.

68 C'est, d'une part, (a) le poids excessif accordé au système des métropoles mondiales et, d'autre part, (b) la sous-estimation d'une puissante dynamique d'urbanisation par le bas, résultant de la promotion de bourgs ruraux qui s'urbanisent *in situ* et essentiellement par croissance naturelle sans migration. Dans ces petites agglomérations, vit une part croissante des nouveaux urbains des pays du Sud. De tous les « problèmes » concernant l'avenir du développement dans les pays du sud, celui-ci apparaît à tous égards comme le plus préoccupant, voire le plus stratégique. Or, il n'est jamais posé dans le WDR 2009, pour la simple raison que les outils de mesure statistique utilisés par les experts n'ont pas permis de le déceler. Et peut-être parce qu'il ne va pas dans le sens du plaidoyer en faveur d'une polarisation croissante.

69 Ces deux phénomènes d' « urbanisation par le bas *versus* métropolisation par le haut » sont étroitement liés et ce lien est de surcroît aisé à interpréter tant sur les plans empirique que théorique.

70 Sur le plan empirique, diverses études depuis maintenant une vingtaine d'années, voire dès 1977 avec Paul Bairoch, ont montré, presque partout dans le monde, y compris dans les pays en développement, que les migrations vers les plus grandes villes baissent au profit de la croissance *in situ*, et l'émergence consécutive d'un tissu toujours plus dense de petites villes. Des travaux récents confirment et précisent les conséquences de ces tendances pour l'Afrique de l'Ouest (C. Beauchemin, 2005), l'Égypte (Denis, 2008), l'Inde (Sivaramakrishnan, Kundu, Singh, 2007 ; Marius-Gnanou & Denis, 2009, ou encore l'Asie (Kundu, 2009). En Chine, la croissance métropolitaine reste très fragile car la polarisation urbaine à forte intensité industrielle ne s'accompagne pas de migrations familiales massives, mais de celle de travailleurs (Ngai & Smith, 2007) qui laissent leur famille derrière eux ou décalent leur âge au mariage. Dans le même temps, les revenus de ces travailleurs au droit de résidence temporaire viennent nourrir une transition urbaine diffuse, à l'échelle des bourgs et des villages de l'intérieur.

- 71 Ce fait majeur avait été repéré dès 1996 par F. Moriconi-Ebrard²³, qui avait mis en rapport les erreurs de projections récurrentes tendant à surestimer la population des grandes agglomérations, avec les intérêts géopolitiques planétaires débattus lors de la conférence mondiale *Habitat II* à Istanbul. Il semblait évident que la production des chiffres avancés par les experts servait davantage l'intérêt stratégique et politique des grandes puissances qu'un objectif de véracité scientifique. Onze ans plus tard, les remarques de Satterthwaite [2007, cité dans le WRD 2009], vont dans le même sens.
- 72 Contrairement à ce qu'affirment encore les récents rapports d'UN Habitat, il est excessif de parler d' « explosion urbaine des grandes métropoles »²⁴. Sur le terrain, tous les indicateurs convergent pour prouver le contraire : la baisse de la fécondité des populations des grandes villes anticipe celle des campagnes, les migrations sortantes des grandes agglomérations augmentent, les migrations entrantes se tassent, ou « tournent autour », y compris dans les pays en développement (Richardson, 1980).
- 73 Toutefois, en dépit d'une attraction démographique moindre, il est vrai que la capacité de polarisation économique des grandes agglomérations continue à se renforcer, notamment en Afrique, alors que se précise une hiérarchisation de la distribution des activités selon la taille des villes (Yatta, 2006)²⁵. L'augmentation de la productivité associée à la concentration d'activités à forte intensité technologique tendrait à ne plus créer des emplois en masse, mais à attirer de façon sélective les talents et à capter les actifs les plus qualifiés, au travers des mobilités ascendantes au sein de la hiérarchie des systèmes de villes (cf. Glaeser & Kahn, 2003).
- 74 L'urbanisation par le bas peut être interprétée au regard de la NEG, soit comme un déficit d'attractivité, soit comme une attractivité de plus en plus sélective des plus grandes villes. Ce déficit se traduirait par une rétention des populations non-qualifiées dans les campagnes et dans les plus petites villes ce qui, dans les pays les plus pauvres conduirait au gonflement de la taille démographique des villages, du fait de la baisse de l'exode rural. Ces villages se transforment in situ en agglomérations de dimension urbaine, voire coagulent entre eux pour former de vastes nébuleuses, mais (a) sans forcément enclencher une dynamique économique proportionnelle, et (b) sans que leur qualité « urbaine » soit reconnue par un quelconque changement de statut juridique, fonctionnel ou administratif.
- 75 L'urbanisation par le bas peut-elle être le signe d'une dynamique de diffusion ? Selon cette hypothèse, elle témoignerait d'une transition favorable selon la logique de la NEG. Cependant, l'insuffisance actuelle des recherches empiriques sur la prolifération des petites villes et sur la manière dont elles s'insèrent dans la croissance des économies ouvertes en transition, ne permet pas, à ce jour, de faire la part de l'une ou de l'autre tendance. Cet agenda de recherche reste totalement ouvert.
- 76 La prolifération des agglomérations de moins de 50 000 habitants, devrait donner à réfléchir à tous ceux qui s'intéressent au développement : si pendant les décennies précédentes, l'exode rural a été tenu pour responsable de l'urbanisation, notamment en direction des grandes agglomérations, c'est aujourd'hui l'absence d'exode rural qui explique en partie la croissance urbaine, par prolifération de gros bourgs évoluant vers des dimensions « urbaines »... Mais encore faut-il que ces derniers soient identifiés comme des « villes » tant par une approche statistique permettant de saisir chaque cas que, sur le terrain, par les acteurs politiques, les administrations, les tenants des aides bilatérales et les bailleurs de fonds internationaux. L'aménagement des petites villes constitue un problème majeur dans les pays du Sud : absence de services, d'équipements, de desserte efficace ; gouvernance de type rural inadaptée à la taille réelle de la collectivité, aux questions de justices émergentes, aux conflits relatifs à l'accès au foncier, à la régulation et au développement d'activités non-agricoles, à l'éducation, à la santé, etc.

- 77 Le risque de ce déni est d'aboutir à l'exclusion massive de milliers d'agglomérations de la catégorie des « villes ». La non prise en compte de ces dimensions territoriales nouvelles, en frappant l'ensemble des petites agglomérations dispersées, et non plus seulement les populations des quartiers défavorisés des grandes agglomérations qui sont, au demeurant, en voie de régulation et d'intégration, pénalisent et excluent les lieux de substitution ou/et complémentaire de cette méga-polarisation.
- 78 Ce point aveugle des politiques de développement ne permet pas de soutenir le réel potentiel de croissance diffuse, voire de clusters composés de PME à forte intensité de main-d'œuvre, que constituent ces agglomérations où s'articulent les filières agroalimentaires, de la construction ou de la petite mécanique, sans compter les multiples services de proximité. En Inde, ces lieux de flexibilité et d'informalisation du travail sont de plus en plus ciblés tant par les industries que par les services mis en compétition à l'échelle mondiale. Disponibilités foncières hors réglementation urbaine et présence de main-d'œuvre à bas coût... On comprend que cette configuration l'emporte dans ce cas sur la logique d'économies d'échelles.
- 79 Concernant l'« étalement urbain », le WDR 2009 colporte plusieurs erreurs de diagnostics.
- 80 Tout d'abord, à plusieurs reprises, le WDR 2009 évoque la notion de « consommation d'espace ». Il est donc utile de revenir à quelques chiffres réalistes. Le rapport *Africapolis* prouve que les 31 % d'urbains d'Afrique de l'Ouest occupent actuellement 0,24 % de la superficie de cette région de plus de 6 millions de kilomètres carrés. De même, les 382 millions d'habitants vivant dans des agglomérations indiennes de plus de 10 000 habitants n'occupent que 1,6 % du territoire national. A l'échelle mondiale, la bâti urbain occupe quelque 0,3 % de la surface émergée et 1.1 % de des étendues cultivables (Shlomo & al. , 2005) – une estimation que les auteurs relèvent nettement en dessous de la mesure alarmiste obtenue par le programme GRUMP précédemment soit 3 % (ibid, p. 6).
- 81 Ces ordres de grandeur rappellent que l'agglomération urbaine est encore à ce jour le moyen le plus efficace inventé par l'espèce humaine pour habiter la terre au sens du « wohnen, bauen, denken » (« Habiter, bâtir, penser ») de M. Heidegger. La densité élevée d'une agglomération permet de minimiser l'occupation de l'espace, donc de le préserver, et de réduire les émissions de gaz liées à la distance, c'est-à-dire au transport. C'est pourquoi les agglomérations ne gaspillent pas de l'espace : bien au contraire, à stock de population égale, elles permettent de l'économiser (cf. *Africapolis 1, 2008 : le résumé*).
- 82 En revanche, la prolifération de petites agglomérations, la dédensification des villes anciennes du Nord, et surtout la périurbanisation, entraînent une augmentation de l'emprise au sol des réseaux routiers aussi bien qu'une authentique agitation de la mobilité des biens et des personnes en tous sens. La dispersion est donc préjudiciable à la consommation d'énergie et d'espace (cf. Satterthwaite, 2008).
- 83 Ensuite, le WDR 2009 occulte un phénomène nouveau qui, s'il se poursuit, risque d'aboutir au creusement d'un véritable fossé entre, d'une part, d'immenses agglomérations métropolitaines articulant le système-monde en position synaptique, et, d'autre part, des villes secondaires et des petites villes dont aucune n'est en mesure de rivaliser avec les métropoles.
- 84 Bien que le tassement de la croissance démographique des grandes agglomérations soit confirmé depuis 20 ans (Moriconi-Ebrard, 1991), il semble que l'on assiste aujourd'hui à une rupture dans le continuum de la distribution hiérarchique par taille des agglomérations, entre, d'une part, ces « métropoles » et, d'autre part, les agglomérations banales qui viennent se ranger régulièrement dans le continuum rang-taille. Qui plus est, cette rupture apparaît au moment où, comme nous l'avons montré à maintes reprises, la discontinuité entre mondes rural et urbain devient de plus en plus floue : périurbanisation, agglomérations sans statut urbain rendent la frontière entre catégories de plus en plus incertaine.
- 85 Ce fossé quantitatif est également qualitatif. La plus grande agglomération (souvent la capitale politique) accumule les services et les équipements qui la relient au reste du Monde, sans relais sur le propre territoire qu'elle contrôle. De ce fait, même si certaines métropoles nationales du

sud restent des villes sous-développées au niveau international, elles apparaissent suréquipées par comparaison avec le reste du système de villes national qu'elles commandent.

86 L'urbanisation par le bas suggère une alternative possible : si une forme d'urbanisation est capable d'émerger à partir du tissu des petits bourgs, c'est qu'il existe un potentiel de développement local qui mérite d'être soutenu. En l'absence d'un tel soutien, le risque est de voir se réaliser la prophétie de la métropole et du désert et de compromettre ainsi les chances d'une redistribution de la croissance primatale.

L'identification d'un changement d'état du système

87 Fondé sur un appareil de mesure incomplet, partiel, hétérogène, le volet « géographique » du diagnostic proposé par le WRD n'est pas au point. L'état de l'urbanisation et, même, de la métropolisation à partir duquel se déploie le raisonnement économique ne reflète pas la situation actuelle ainsi que les grandes tendances qui se dessinent. Elle obture le tournant opéré au milieu des années 1970 dans le Nord puis, à partir du début des années 1990, dans le sud.

88 La vieille opposition classique entre « rural », synonyme d'espace agricole, et « urbain », qui a structuré pendant des siècles, voire des millénaires, de nombreuses civilisations, s'efface aujourd'hui au profit d'une opposition d'une nature différente, entre le « métropolitain » et le « non métropolitain » ou entre l'espace polarisé et les marges – le centre et les périphéries.

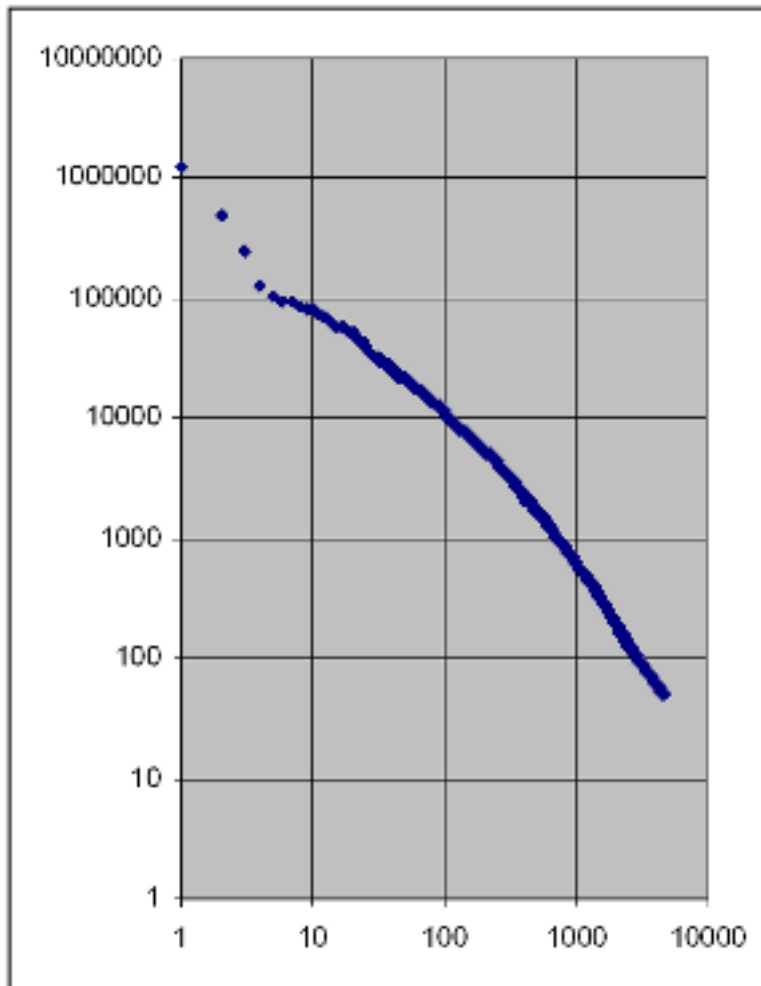
89 En effet, ce n'est pas par hasard si l'opposition entre « ville » et « campagne » marque encore la majorité des approches nationales de la définition de l'urbain, comme en Allemagne, Russie, Japon, Chine, Inde. A l'origine, la ville est un territoire privilégié, clos de murs, doté ici d'une charte par laquelle la justice se libère des pouvoirs terriens : désignée là comme un lieu contrôlé directement par le pouvoir centralisé d'un empereur, etc.

90 Du Moyen-âge à la révolution industrielle, la ville se confond avec l'agglomération, à l'exception des faubourgs qui débordent parfois des remparts. Cette coupure qualitative entre ville et campagne est aussi quantitative : c'est dans les villes que naissent les échanges monétaires, que s'accumule le capital et que la rente foncière s'élève au gré de la création de valeurs par la monumentalisation et la densification de l'espace bâti, et donc finalement, que se concentrent des populations nombreuses sur de petits espaces.

91 Dès la révolution industrielle, on voit apparaître des agglomérations importantes – par exemple sur les gisements de houille ou de fer - où parfois n'existait aucune ville. Au contraire du processus précédent, le statut de « ville » entérine *a posteriori* une situation de fait. Dès lors, la coupure rural-urbain commence à se brouiller, de sorte que l'adéquation entre le statut administratif et la situation économique d'une agglomération se délie. Néanmoins, jusqu'à une période extrêmement récente, la coupure entre le « rural » et l'« urbain » est resté bien décelable. Au début du XXI^e siècle, le modèle qui prévaut présente deux discontinuités dans la distribution hiérarchique des établissements supposés statistiquement « urbains » : l'une, par le haut, entre la (ou les) métropoles et les agglomérations secondaires. L'autre, par le bas, entre l'urbain et le rural : la distribution statistique des villes s'organise selon une hiérarchie assez prononcée, tandis que celle des villages est plus plate, formant un coude sur la courbe²⁶. Par exemple au Niger (graphique 5), le seuil minimum de l'urbain semble s'établir autour de 7-8 000 habitants en 1988.

92 Pour le cas Français, la question de la discontinuité entre urbain et rural a été analysée par Béguin M. et Pumain D. dès 1994 (p. 153-155 de l'édition 2003)²⁷. Cependant, cette étude est basée sur des données datant, pour les plus récentes, de 1990 et s'appuie sur des références anciennes dont la valeur historique permet toutefois de mieux comprendre les processus sur le long terme. Vingt ans plus tard, la discontinuité entre peuplement rural et urbain est en effet devenue de moins en moins visible dans les pays les plus développés : trente-cinq années de désindustrialisation dramatique et de périurbanisation généralisée ont adouci les contrastes, au point de les supprimer dans les cas les économies les plus avancées (graphique 3).

- 93 À l'inverse, la discontinuité « par le haut », entre métropoles et agglomérations n'a cessé de s'affirmer, comme en témoigne la permanence de fortes primaties.



Graphique 3 : Distribution rang-taille des établissements humains de Suède en 2000

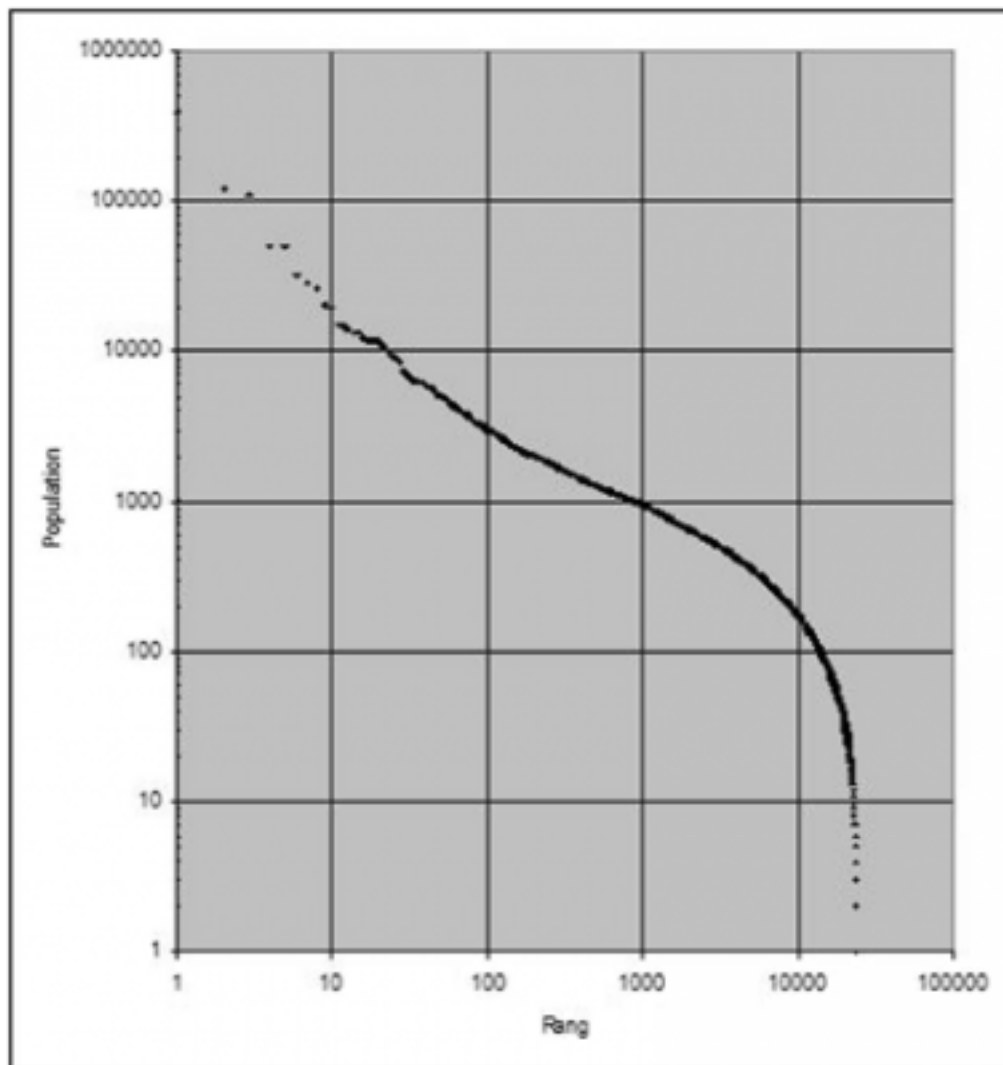
(En abscisse : rang ; en ordonnées : nombre d'habitants)

La Suède est considérée comme l'une des économies les plus avancées de la Planète. Dès les années 1950-1960, elle a servi de laboratoire et de modèle pour les sciences économiques et sociales, d'autant que la qualité, la fiabilité et la précision des données fournies par ses services statistiques nationaux sont considérées comme excellentes.

Sur le graphique, on constate l'existence d'un continuum quasi parfait depuis les plus petites unités de peuplement (50 habitants) jusqu'aux environs de 100 000 habitants : la coupure traditionnelle entre établissements « urbains » et « ruraux » s'est effacée. En revanche, trois agglomérations se détachent très nettement au sommet de la hiérarchie : la capitale (Stockholm) et les deux grands ports du sud (Göteborg et Malmö), situés face au cœur de l'Union Européenne. Ces trois agglomérations, qui se déploient à l'interface entre les marchés national et international sont les « métropoles » de la Suède.

Source : Statistiskcentralbyrån (SCB). Echantillon : 4 627 agglomérations de plus de 50 habitants définies sur une base morphologique (« tätort » et « småort »).

- 94 Dans les pays les moins développés, et pour autant que l'on possède les données empiriques sur la population de tous les lieux habités, l'opposition entre « urbain » et rural » reste encore visible à la fin du XX^e siècle (graphique 4), mais elle tend à s'estomper au profit de la rupture entre métropole(s) et reste des établissements habités.



Graphique 4 : Distribution rang-taille des établissements humains au Niger en 1988

À l'opposé de la Suède, le Niger est considéré comme l'une des économies les moins avancées du Monde. Le système de peuplement national imbrique 4 types d'unités de peuplement : (a) une métropole, (b) un système urbain relativement étagé et bien hiérarchisé (de 8 000 à 150 000 habitants), (c) un monde rural où les établissements humains sont peu hiérarchisés entre eux et qui s'inscrivent dans un continuum quasi parfait de 500 à 5 000 habitants (c) un ensemble de lieux marginaux correspondant aux fronts pionniers ou au contraire aux établissements en voie d'abandon.

Source : *RGPH 1988, Répertoire des villages*. Echantillon : 23 000 établissements humains (villes, villages et hameaux).

- 95 Ainsi, établissements urbains et ruraux tendent-ils de plus en plus à former un continuum, tandis que le fossé entre métropole et autres établissements (urbains et ruraux) s'affirme comme la coupure majeure.

Un changement d'échelle ?

- 96 Partant de l'observation, on peut échafauder quelques hypothèses de nature à faire converger géographie et économie.
- 97 On peut certes considérer comme le WDR 2009 qu'il existe encore pour les pays en développement, un déficit de polarisation économique métropolitaine, cependant :

- d'une part, à l'échelle d'un système territorial donné (par exemple : un État) ce tissu de petites villes dont le maillage ne cesse de se resserrer constitue un nouveau maillon clé de l'urbanisation, un espace d'interface, de transformation et de consommation des productions agricoles en particulier, mais aussi de localisation d'une foule d'activités de production et de services devenus banals à la recherche, de terrain à bas prix, de

flexibilité et de main-d'œuvre bon marché et non-syndiqué. De même, dans bien des pays un des problèmes majeurs de l'agriculture reste l'absence de marchés locaux. La prolifération des petites villes constitue à ce titre une opportunité pour le développement et une régulation des flux migratoires ;

- d'autre part, à une plus petite échelle géographique (une plus grande échelle économique), cette dynamique des métropoles, qui perturbe la régularité des modèles de distribution statistique des villes par leur hypertrophie, relève d'un système de villes transnationales qui échangent entre elles et se structurent entre elles. En ce sens, investir de façon privilégiée pour soutenir la concentration et les externalités positives dans ces métropoles, ne peut avoir de façon mécanique et reproductible des effets sur le développement que dans un rayon limité autour de ces pôles de croissance pour leur propre besoin d'expansion.

98 La NEG comme le WDR 2009 placent leurs analyses dans un système temporel unifié dans la lignée du vieux concept de rattrapage économique. Fondés sur l'observation dans la longue durée de la redistribution de la croissance portée par les métropoles qui s'est peu à peu diffusée aux systèmes de villes dans les démocraties industrielles conformément à la courbe de Theil, ils considèrent que les pays en développement doivent forcément suivre le même chemin. Autrement dit, à la croissance marquée par une profonde inégalité spatiale et polarisation socio-spatiale à l'échelle nationale que nous observons depuis la libéralisation des économies et la mise en œuvre des politiques d'ajustement, doit succéder mécaniquement une redistribution à la territorialité plus diffuse donc plus juste.

99 Seulement, cette vision est étayée par très peu de démonstrations en ce qui concerne les pays en développement, comme si la redistribution était toujours reportée à des jours meilleurs qui adviendront inéluctablement²⁸. Toutefois, nous sommes globalement d'accord avec la démonstration portée par des travaux comme ceux de Sala-i-Martin (2006) et de la NEG en général qui montrent, de façon très significative, que les inégalités spatiales à l'échelle nationale sont largement compensées par la croissance générale portée par la globalisation néolibérale : « Elle a permis de tendre vers une réduction des inégalités entre les citoyens du monde ». L'idée est ici que chacun dispose de davantage de capacités à consommer, de services aussi, qu'avant le cycle de croissance porté par la libéralisation des économies, même si les inégalités se sont creusées.

100 Les formes de redistributions décrites en ce qui concerne les économies des Suds relèvent, au mieux, d'un changement d'échelle de la métropolisation et très rarement d'un processus de diffusion généralisée. Les travaux de Galbraith, Spagnolo et Pinto (2007) en ce qui concerne l'Argentine et le Brésil indiquent bien que, « dans chacun de ces pays, les inégalités ont augmenté durant la période néolibérale, mais qu'elles ont décliné après la sévère crise de cette politique, en 1993 au Brésil et fin 2001 en Argentine. Dans ces deux pays, l'augmentation des inégalités qui a conduit à la crise a produit une augmentation de la position relative des centres métropolitains majeurs, mais cette domination s'est réduite de manière modérée dans la période après la crise ». Autrement dit, ce n'est pas la croissance libérée portée par la métropolisation qui crée plus de justice socio-spatiale mais sa crise, la régulation de ses excès. Qui plus est, elle n'amène qu'un « modeste » rééquilibrage qui, dans un contexte de faible ou de non croissance, ne doit pas être confondu avec une dynamique de redistribution²⁹.

101 Concevoir les grandes villes comme le moteur de la croissance, y compris pour les pays en développement, permet de reprendre une idée avancée par Nigel Harris dès 1978 à partir de son étude de Bombay³⁰ – pôle inséré dans une économie indienne encore relativement fermée – ne va pas de soi dans le contexte de la libéralisation et d'une interconnexion très forte du système des métropoles au niveau mondial. L'articulation à l'Hinterland national n'est plus aussi simple et les modalités de redistribution non plus ; une partie des richesses produites circulent en effet à une toute autre échelle.

- 102 En Égypte, l'absence de migration résidentielle, leur baisse même, alors que la croissance économique métropolitaine ne cesse de s'accroître comme le différentiel de consommation par habitants, s'explique par le caractère de plus en plus sélectif de cette croissance qui exige une main-d'œuvre qualifiée (Denis, 2007). Pourquoi rejoindre la capitale ? Dans la région du Grand Caire, moins de 13 % des 18 millions d'habitants recensés en 2006 n'y étaient pas nés contre 35 % en 1960. Dans le même temps, en Égypte, le nombre d'agglomérations de plus de 10 000 habitants est passé de 225 à 950 (Denis, 2007). Pour autant, cette même région métropolitaine concentre 44 % de la valeur ajoutée industrielle pour 25 % de la population et le ratio de surproductivité métropolitaine est passé de 1.63 en 1995 à 1.84 en 2005.
- 103 L'Inde en constitue - toute chose égale par ailleurs - un autre exemple frappant et comparable notamment en ce qui concerne les dynamiques migratoires. Sivaramakrishan, Kundu et Singh (2005) relèvent clairement que, depuis les années 1960, la part de la population ayant changé de résidence est passée de 18,3 % à 12,5 % en 2001. Ces mêmes auteurs soulignent que la part des migrations du rural vers l'urbain dans la croissance urbaine est passée de 18,7 % entre 1961 et 1971 à guère plus de 21 % entre 1991 et 2001. La mobilité résidentielle totale y décline, et cela, malgré une amélioration du niveau d'éducation, des transports, une diversification de l'économie, une modernisation des normes et des valeurs et une incontestable polarisation métropolitaine du capital humain (Chakravorty, 2007). En revanche, le poids de plus en plus important des petites agglomérations est indéniable – 26,6 % des urbains vivaient dans des agglomérations de moins de 50 000 habitants – soit quelque 102 millions de personnes en 2001.
- 104 Peut-être devons-nous relire les analyses de la NEG en prenant davantage en compte cette puissante dynamique d'urbanisation *in situ*, par le bas, et l'essor du maillage des petites villes dans les pays en développement. En Inde, la distance moyenne aux agglomérations de moins de 20 000 habitants qui était de 56 kilomètres en 1981 était tombée à 13 en 2001.
- 105 Elizondo et Krugman (1992) suggèrent qu'après les réformes de libéralisation et d'ajustement, le développement régional devient plus équilibré soulignant qu'une économie ouverte a le potentiel de briser les monopoles de production et de commerce métropolitains en faveur d'une redistribution et d'une croissance nouvelle « mieux » réparties³¹. Peut-être devons-nous considérer que nous sommes déjà dans ce modèle y compris en Afrique, si on prend en compte l'ensemble du système urbain et que l'on regarde autrement, plus finement (de façon encore plus désagrégée), la distribution des activités productives et de l'emploi.
- 106 Aussi, la question « où intervient-on ? » dans ces continuums de villes qui s'élargissent par la base mérite d'être prise en compte par les agences de développement : uniquement dans les grandes métropoles, pour soutenir leur croissance et faire en sorte que les économies d'agglomérations se prolongent et deviennent durables ? On peut en douter.
- 107 Faut-il intervenir uniquement pour renforcer le potentiel de concentration des métropoles ? N'existe-t-il pas déjà des sous-systèmes urbains supranationaux, qui mériteraient aussi d'être renforcés pour relayer des boucles de croissance localisées par concentration des facteurs économiques ?

Conclusion

- 108 Partant d'une base de données fiable, rigoureuse et comparable à l'échelle mondiale, on note la persistance d'un fossé qui se creuse depuis parfois des décennies entre métropole primatale et agglomérations secondaires. Parallèlement, les données mettent en exergue un phénomène nouveau : la prolifération de petites agglomérations, de taille « urbaine » mais non reconnues comme telles dans de nombreux États. Cette prolifération rend de plus en plus floue la discontinuité classique qui existait entre « urbain » et « rural ».
- 109 Ces deux phénomènes se conjuguent dans l'espace géographique dans la mesure où une grande part (qui reste encore à chiffrer au niveau mondial) de ces nouvelles agglomérations prolifère :

- dans la périphérie des grandes métropoles (dans un rayon de l'ordre de la centaine de km, soit de 200 km de diamètre) ; et c'est sans doute dans ces périmètres que se situent les supposées redistributions économiques à partir des aires métropolitaines, mais elles ne concernent pas l'ensemble des systèmes de peuplement (cf. Indonésie, Mexique...).
- le long des axes de circulation, ce qui constitue de véritables prolongements géographiques des agglomérations métropolitaines, mais laissant, à la manière d'une toile d'araignée, de vastes zones abandonnées dans les interstices et aux confins des territoires.

- 110 Ces deux phénomènes (a + b) donnent à penser qu'il n'y a pas de véritable redistribution nationale de la richesse qui s'accumule dans les métropoles qui sont situées à l'interface de l'économie mondiale et du marché local.
- 111 Cette divergence pose, à terme, le problème du décrochage de « trappes de sous développement » que les géographes appellent aussi des « angles morts » ou des « périphéries délaissées » (A. Reynaud, 1981). Ces territoires ne sont pas exempts d'agglomérations émergentes, portées par la croissance démographique, des formes endogènes localisées de production spécifique (clusters), des investissements de travailleurs émigrés, mais aucune instance publique ne vient les appuyer. Le Bihar, en Inde, en est l'exemple frappant, avec seulement 120 villes officielles pour 869 agglomérations de plus de 10 000 habitants.
- 112 Le diagnostic alternatif proposé par l'équipe *e-Geopolis*, fondé méthodologiquement sur l'observation et non sur une accumulation de modèles et de théories, n'apparaît nulle part dans le WDR 2009.
- 113 La plupart des faits actuels soulignés ici ne sont pas pour autant « nouveaux ». Dès 1991, F. Moriconi-Ebrard, montrait que la croissance des plus grandes agglomérations de la Planète tendait -hormis en Chine- à se tasser. De même, en Europe, l'idée selon laquelle l'« étalement urbain » morphologique va de pair avec une désurbanisation reste un sujet sinon tabou, du moins soigneusement écarté des grands débats et surtout pas lié à la désindustrialisation et à la stagnation des rendements. Le concept de désurbanisation n'implique ni un déclin absolu, ni un rétrécissement de la surface des agglomérations. On sait en effet que la plupart des agglomérations urbaines continuent à s'étaler dans l'espace, même lorsque leur population et leurs activités déclinent (Moriconi-Ebrard, 2001). L'extension physique des agglomérations est supérieure à l'accroissement de la population dans les villes des économies en développement, ce qui se traduit par une dédensification (Richardson & Bae, 2003). A l'échelle mondiale la densité urbaine des agglomérations de plus de 100 000 habitants baisse en moyenne de 1,7 % par an en raison principalement de l'étalement urbain (Shlomo & al., 2005). Pour les villes du Sud, entre 1990 et 2000, le coefficient multiplicateur de la croissance morphologique par rapport à la croissance démographique s'établit en moyenne à 2 quand il est en moyenne de 4,8 pour les pays industrialisés (ibid., p. 61). Ce fait est donc encore plus net dans les vieilles agglomérations industrielles du Nord de l'Europe ou de la *Rust Belt* américaine, où l'habitat pavillonnaire et les centres commerciaux s'implantent au delà du front des vieux faubourgs denses (Schneider & Woodcock, 2008). Dans ce cas, l'étalement urbain est bien le résultat d'une dédensification : il s'opère actuellement dans un climat de crise, de stagnation des rendements et de mauvaise santé économique locale (Harvey, 2009). Des arguments économiques solides viennent toutefois nuancer ces tendances critiques pour les villes des économies postindustrielles en démontrant que l'étalement peut être dans certaines conditions un accélérateur du développement économique (Glaeser & Khan, 2003).
- 114 Repérable par la baisse des taux d'urbanisation, la désurbanisation est également signalée en France dès 2006 par Morel et Redor : « depuis 1999, la croissance a été plus forte dans les communes rurales que dans les communes situées dans les unités urbaines (+ 1,1 % par an depuis 1999 contre + 0,7 %) ; la relation s'est donc inversée par rapport à la période 1990-1999 (+ 0,5 % pour les communes rurales, + 0,6 % pour les communes des unités urbaines) ». Ce trend est partagé par divers pays avancés, notamment européens³².

- 115 Tout se passe comme si les instances qui contrôlent la diffusion de la connaissance, préféreraient protéger des croyances théoriques plutôt que d'avoir à faire face à des faits scientifiquement vérifiables. Un diagnostic ne peut-il être validé que s'il correspond à l'idée préalable que l'on se faisait du phénomène à diagnostiquer ?
- 116 De la même manière, lorsque le taux d'urbanisation d'un pays n'évolue pas dans le sens où l'attendait l'institution, cette dernière s'empresse de changer les règles de définition. Ainsi, en France, est apparu le zonage statistique en « aires urbaines », fondé sur une définition extensive de l'espace urbain, au moment où la croissance des « unités urbaines » donnait de sérieux signes de faiblesse. De ce fait, pour la plupart des utilisateurs, l'identification des « vrais » espaces urbains se situe dans la nouvelle définition, qui masque le tassement de la croissance démographique urbaine au sens littéral du mot (*urbs*). Quand bien même les populations des aires urbaines habitant hors du noyau aggloméré feraient partie de la catégorie « urbaine », il conviendrait d'expliquer comment un processus d'urbanisation peut s'opérer par mouvement centrifuge. Car si tel était le cas depuis l'aube de l'humanité, il n'existerait aucune ville à la surface de la Terre.
- 117 Au moment où était introduit le mot « statistique » dans la langue française, apparaissait également un nouveau mot : celui de « gouvernance » qui, dans le *Dictionnaire de Furetière* est défini comme « l'art de bien gouverner ». Ces deux mots furent introduits sous le règne de Louis XIV, le Roi-Soleil, qui aimait à dire : « Gouverner, c'est prévoir ». Outil de prévision par excellence, la statistique aide à gouverner en rapportant la description du monde réel à un langage scientifique, fondé sur les mathématiques et les probabilités.
- 118 Des phrases telles que « En 2007, la majorité des habitants de la terre vit dans des villes » relèvent du registre de la croyance et non pas de la raison scientifique. Or, le rôle des instances séculières est-il de bâtir un monde sur des croyances ou sur une prévision basée sur une meilleure connaissance de la réalité ?

Bibliographie

- Bairoch P., 1977, *Taille des villes, conditions de vie et développement économique*, Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales
- Balk D., Pozzi F., Yetman G., Deitchmann U, Nelson A., 2005, The Distribution of People and the Dimension of Place : Methodologies to Improve the Global Estimation of Urban Extents, IUSSP, Urban Remote Sensing Conference
- Beauchemin C., 2005, "Pour une relecture des tendances migratoires entre villes et campagnes : une étude comparée Burkina Faso - Côte d'Ivoire", *Cahiers Québécois de Démographie*, vol. 33, n° 2, p. 167-199
- Béguin M., Pumain D., 1994, *La représentation des données géographiques*. Paris, A. Colin, coll. Cursus, (p. 153-155 de l'édition 2003)
- Bell D., Jayne M., 2009, "Small cities ? Toward a research agenda", *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 33, n° 3, pp. 683-99
- Bloom D.E., Khanna T., 2007, « La pauvreté urbaine », *Finances et Développement*, vol. 44, n° 3
- Bretagnolle A., Giraud T. Mathian H., « La mesure de l'urbanisation aux États-Unis, des premiers comptoirs coloniaux aux Metropolitan Areas (1790-2000) », *Cybergeo : European Journal of Geography* [En ligne], Systèmes, Modélisation, Géostatistiques, document 427, mis en ligne le 10 juillet 2008. URL : <http://www.cybergeo.eu/index19683.html>
- Bretagnolle A., Paulus F., Pumain D., "Time and space scales for measuring urban growth", *Cybergeo*, 12th European Colloquium on Quantitative and Theoretical Geography. St-Valery-en-Caux, France, September 7-11, 2001. St-Valery-en-Caux, France, September 7-11, 2001, article 219, mis en ligne le 25 juillet 2002, modifié le 15 février 2007. URL : <http://www.cybergeo.eu/index3790.html>.
- Bryceson D., Gough K., Rigg J., Agergaard J., 2009, "Critical Commentary, The World Development Report 2009", *Urban Studies*, n° 46, pp. 723-739

- Chakravorty S., Somik V Lall, 2007, *Made in India : The Economic Geography and Political Economy of Industrialisation*, New Delhi : Oxford University Press
- Champion T. & Hugo G., 2005, 'Introduction : Moving the Urban-Rural Dichotomy', *New Forms of Urbanization. Beyond the Urban-Rural Dichotomy* (Champion T. & Hugo G. eds.), Ashgate ed., pp. 3-24
- Chomitz K., Buys P., Thomas T.S., 2005, "Quantifying the rural-urban gradient in Latin America and the Caribbean", *World Bank Policy Research Working Paper* 3634, Washington, D.C. : World Bank
- Davis, Kingsley, 1972, *World Urbanization : 1950-1970*, Berkeley Institute of International Studies
- Denis E., 2008, "Demographic Surprises Foreshadow Change in Neoliberal Egypt", *Middle East Report & Information Project*, Washington, n° 246, p. 32-37
- Denis E., 2007, *Villes et urbanisation des provinces égyptiennes. Vers l'écouménépolis ?*, Karthala, 440 p.
- Denis E., 2007, « Les villes intermédiaires dans le Monde arabe. Genèse, maillage et dynamique », *Cahiers du Gremamo*, L'harmattan, n° 19, pp. 11-54
- Fujita M, Thisse J.-F., 2003, *Economie des villes et localisation*, de Boeck, 559 p.
- Fujita, M., Krugman, P. Venables A., 1999, *The Spatial Economy : Cities, Regions and International Trade*, MIT Press
- Galbraith J., Spagnolo L., Pinto S., 2007, "Economic Inequality and Political Power : A Comparative Analysis of Argentina and Brazil", *Business and Politics*, vol. 9, n° 1.
- George K. K., 1998, "Historical Roots of Kerala Model and Its Present Crisis", *Bulletin of Concerned Asian Scholars*, 30(4), pp. 35-52
- Gilbert, A., 2007, "There turn of the slum : does language matter ?", *International Journal of Urban and Regional Research* 31(4), 697-713. ISSN : 0309-1317
- Glaeser E., Kahn E., 2003, "Sprawl and Urban Growth", *Harvard Institute of Economic Research Discussion Paper*, n° 2004
- Gottmann J., 1961, *Megalopolis, the urbanized northeastern seabord of the United States*, A Twentieth Century Found Study, 810 p.
- Guérois M., Paulus F., « Commune centre, agglomération, aire urbaine : quelle pertinence pour l'étude des villes ? », *Cybergeo*, Espace, Société, Territoire, article 212, mis en ligne le 26 avril 2002, modifié le 23 avril 2008. URL : <http://www.cybergeo.eu/index3491.html>.
- Glaeser E.L., Kahn M.E., 2003, "Sprawl and Urban Growth", Cambridge, MA : Harvard Institute of Economic Research, Harvard University
- Harris N., 1978, *Economic Development, Cities and Planning : the Case of Bombay*, Oxford University Press, Bombay
- Harris N., 1995, "Bombay in a global economy. Structural adjustment and the role of cities". *Cities*, vol. 12, No. 3, pp. 175-184
- Harvey D., 2009, "Reshaping economic geography : the world development report 2009", *Development and change* 40 (6), pp. 1269-1277
- Krugman P., 1995, *Development, Geography and Economic Theory*, MIT Press
- Kundu A., 2009, "Exclusionary Urbanisation in Asia : A Macro Overview", *Economic & Political Weekly*, vol. XLIV n° 48, pp. 48-58
- Le Gléau JP., Pumain D., Saint-Julien T., 1996, "Towns of Europe : to each country its definition", *Economie et statistiques*, n° 294-295, pp. 9-23.
- McGee, Terry G., 1991, "The emergence of Desakota Regions in Asia : Expanding and Hypothesis", in (Ginsburg N., Koppel B. McGee T.G., dir) *The extended Metropolis Settlement Transition in Asia*, Honolulu, University of Hawai Press, pp. 3-25
- Marius-Gnanou K., Moriconi-Ebrard F., 2007, « Dynamiques d'urbanisation : des megacities aux villages urbains », *Urbanisme*, n° spécial villes indiennes, n° 355, juil.-aout, p. 47-50

- Marius-Gnanou K., Denis E., 2009, "Urbanization of what ? Metropolitanization and emerging bottom agglomeration process in India", IGU (international Geographical Union) *Multilayered Cities :Emerging urban transformations*, Hyderabad, juillet 2009
- Maringanti A., Sheppard E., Zhang J., 2009, "Where Is the Geography ? World Bank's WDR 2009", *Economic and Political Weekly*, vol. 44, n° 29 July 18 - July 24
- Morel B., Redor P., 2006, « Enquêtes annuelles de recensement 2004 et 2005. La croissance démographique s'étend toujours plus loin des villes », INSEE Première, n° 1058
- Moriconi-Ebrard F., Chatel C., 2008, « Approche transnationale et trend long », séminaire *Espaces Sous Influence Urbaine*, CERTU, 21 mars 2008, 38 p. http://www.observation-urbaine.certu.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/1.b._morphologie_MORICONI-EBRARD_cle716713.pdf
- Moriconi-Ebrard F., 2001, De Babylone à Tokyo, Ophrys, coll. Géophrys, Paris, 340 p.
- Moriconi-Ebrard F., 1996, « Explosion urbaine, le sens de la démesure », *Le Monde Diplomatique*, juillet : http://www.monde-diplomatique.fr/1996/07/MORICONI_EBRARD/5134.html
- Moriconi-Ebrard F., 1993, *L'urbanisation du monde depuis 1950*, Economica-Anthropos, coll. Villes, 372 p.
- Moriconi-Ebrard F., 1994, *Geopolis, pour comparer les villes du monde*, Economica-Anthropos, coll. Villes, 246 p.
- Moriconi-Ebrard F., 1991, « Les 100 plus grandes villes du Monde », *Economie et Statistiques* n° 245, INSEE, juillet-août, pp. 7-18. [index : <http://cat.inist.fr/?aModele=afficheN&cpsid=6548672>]
- Ngai P., Smith C., 2007, "Putting transnational labour process in its place : the dormitory labour regime in China, *Work Employment Society*, n° 21, pp. 27-45
- Paulus F. 2004, *Co-évolution dans un système de villes : évolution des fonctions économiques des aires urbaines françaises de 1962 à 1999*. Université Paris I, thèse de doctorat.
- Pumain D. et Thisse J.-F., 2007, « Nouvelle Economie Géographique et Géographie, quel dialogue », *Espace Géographique*, 36, pp. 193-214
- Pumain D., Saint-Julien T., Cattan N., Rozenblat C. 1990, *Le concept statistique de la ville en Europe*, Luxembourg : Rapport pour l'Office Statistique des Communautés Européennes, 72 p.
- Olsen J., 2002, « On the Unit of Geographical Economics », *Geoforum*, n° 33, pp. 153-164
- Reynaud A., 1981, *Société, espace et justice*, PUF, Coll. « Espace et Liberté », Paris, 263 p.
- Richardson H.W., Bae, C.C. (Eds), 2003, *Urban sprawl in Western Europe and the United States*. London : Ashgate, pp. 137-157
- Richardson H.W., 1980, "Polarization Reversal in Developing Countries", *Papers in Regional Science*, n° 45, pp. 67-85
- Rigg J. et Alii, 2009, "The World Development Report 2009, 'Reshaping economic geography' : geographical reflections", *Transactions of the Institute of the British Geographers*, n° 34, pp. 128-136.
- Robson B., 1973, *Urban Growth : An Approach*, Methuen, London.
- Sala-i-Martin X., 2006, "The World Distribution of Income : Falling Poverty and Convergence, Period." *Quarterly Journal of Economics*, CXXI, 2, 351-397
- Satterthwaite D., 2008, "Cities' contribution to global warming : notes on the allocation of greenhouse gas emissions", *Environment and Urbanization*, 20, pp. 539-549.
- Satterthwaite D., 2007, "The transition to a predominantly urban world and its underpinnings", *Human Settlements Discussion Paper – Urban Change 4*, IIED, London, 90 p.
- Satterthwaite D., 2006, "Outside the large cities ; the demographic importance of small urban centres and large villages in Africa, Asia and Latin America", *Human Settlements Discussion Paper – Urban Change* n° 3, IIED, London, 30 p.
- Schaffar A., 2009, « La loi de Zipf dans la science régionale : entre anciennes controverses et nouvelles perspectives », *Cybergeo*, Systèmes, Modélisation, Géostatistiques, article 450, mis en ligne le 27 avril 2009, modifié le 29 avril 2009. URL : <http://www.cybergeo.eu/index22200.html> Consulté le 29 janvier 2010

- Shlomo A., Sheppard S., Civco D., 2005, *The Dynamics of Global Urban Expansion, Transport and Urban Development Department*, The World Bank, Washington D.C., 202 p.
- Sivaramakrishnan K.C., Kundu A. et Singh B.N., 2007, *Handbook of urbanization in India*, Second Edition. Oxford University Press, 194 p.
- Schneider A.-M., Woodcock C., 2008, "Compact, Dispersed, Fragmented, Extensive ? A Comparison of Urban Growth in Twenty-five Global Cities using Remotely Sensed Data, Pattern Metrics and Census Information" *Urban Studies*, vol. 45, n° 3, pp. 659-692
- Uchida H. Andrew N., 2008 ; "Agglomeration Index : Towards a New Measure of Urban Concentration", Background paper for the WDR 2009.
- Visaria P., 1997, "Urbanization in India : an Overview", in Jones, G and P Visaria (editors), *Urbanization in Large Developing Countries*, Clarendon Press, Oxford, pages 266–288.
- Williamson J., 1965, "Regional inequality and the process of national development", *Economic Development and Cultural Change* n° 14, pp. 3-45
- Yatta F.P., 2006, *Villes et développement économique en Afrique*, Anthropos, col. Villes
- Zlotnik H., 2005, 'World Urbanization : Trends and Prospects', *New Forms of Urbanization. Beyond the Urban-Rural Dichotomy* (Champion T. & Hugo G. eds.), Ashgate ed., pp. 43-64

Notes

- 1 Nos références directes au rapport reprennent ici la version traduite et publiée en français.
- 2 Voir à ce propos, le débat très intéressant entre D.Pumain et Thisse, 2007 ; voir aussi, Olsen, 2002
- 3 D .Harvey, p. 1271, 2009
- 4 L'indice construit par Theil (1967) permet de caractériser la distribution spatiale d'une activité à l'aide d'une nomenclature à deux niveaux géographiques imbriqués : Plus l'indice de Theil est élevé, plus la concentration spatiale de l'activité est forte ; la valeur 0 correspondant à une distribution uniforme des activités.
- 5 Les analyses présentées ici se sont construites aussi en même temps que nous développons à la demande de la direction Afrique de l'AFD (soutenue par la direction Collectivités locales et développement urbain insatisfaite par les données et approches disponibles), une base d'information actualisée, diachronique et harmonisée sur l'urbanisation en Afrique de l'Ouest.
- 6 "La densité désigne la masse économique par unité de superficie, ou la compacité géographique de l'activité économique" WDR 2009, p. 49
- 7 <http://sedac.ciesin.columbia.edu/gpw/index.jsp> ; voir aussi <http://gem.jrc.ec.europa.eu/index.php>
- 8 ONU : World Urbanization Prospects <http://esa.un.org/unup> ; La Banque Mondiale : World Development Indicators : http://siteresources.worldbank.org/DATASTATISTICS/Resources/table3_10.pdf. Ce dernier indique clairement qu'il n'existe pas de standard consistant et universel pour faire la distinction entre l'urbain et le rural... ; enfin, il convient d'ajouter qu'au sein de la nébuleuse onusienne, UN Habitat propose une troisième source sur l'urbanisation intégrée dans le Global Urban Indicators : http://ww2.unhabitat.org/programmes/guo/guo_indicators.asp
- 9 Voir tableau des sources et définition du WDR 2009, pages 331
- 10 Pour une approche critique de cette classification fourre-tout de l'habitat populaire qui découle de la première – urbain floue, cf. Gilbert, 2007
- 11 Pour une mise au point percutante et argumentée sur ville, pollution et changement climatique cf. Satterthwaite, 2008
- 12 Programme soutenu par l'ANR Corpus – 2008-2010, la Fondation Tides (Google.org) et l'AFD : <http://e-geopolis.eu>
- 13 <http://www.afd.fr/jahia/Jahia/home/publications/notesetudes/pid/2837>
- 14 Les résultats à jour pour l'Afrique de l'Ouest sont consultables sur le site de l'Agence Française de développement. Ils peuvent être intégrés à des Système d'Information Géographique via le site www.e-geopolis.eu. La diffusion des résultats fait partie du mandat de *e-Geopolis* et constitue aussi la base de sa scientificité au sens de vérifiabilité et contradiction. Une partie des résultats concernant

l'Inde (Indiapolis), l'Europe (Europolis), le monde arabe (menapolis) et la Chine (Chinapolis) y seront rapidement consultables 2010-2011.

15 Voir les trois ouvrages de F. Moriconi-Ebrard (cf. bibliographie : 1993, 1994, 2001)

16 http://www.unfpa.org/swp/2007/presskit/pdf/sowp2007_eng.pdf

17 L'indice d'agglomération est calculé (p. 5) : i) en déterminant un seuil pour chacun des trois critères pris en compte (à savoir, une densité de population minimum, un temps de trajet maximum par route jusqu'à une grande ville et la taille minimum de la population utilisée pour définir une grande ville) ; ii) en localisant le centre des villes répondant à un critère de taille minimum à partir des données du programme GRUMP ; iii) les limites de la grande ville sont calculées selon un modèle coût-distance utilisant les données de réseaux routiers disponibles ; iv) un quadrillage de la population de la densité de la population utilisant une grille d'une résolution de 1 km est réalisée en exploitant les données des projets GRUMP et LandScan ; v) les cellules contigües de la grille répondant aux trois critères sont sélectionnées pour constituer les villes ; vi) la totalisation des populations des cellules retenues donne la population de chaque unité définie comme urbaine et le nombre total d'unités urbaines. L'indice d'agglomération est le rapport de cette population agglomérée totale à la population du pays. Pour le rapport WDR 2009, le seuil de référence utilisé est de 50 000 habitants pour la population minimum d'une grande ville, 150 habitants par kilomètre carré pour la densité de population minimum et de 60 minutes pour le trajet maximum jusqu'à la grande ville la plus proche.

18 voir *Africapolis* : le rapport, ch. 4., pp. 31-41

19 Le masque de l'extension urbaine développé par GRUMP repose même sur des données plus anciennes encore, des images satellites radar DMSP-OLS qui réfléchissent la lumière renvoyée de nuit par les établissements humains (forcément variable en fonction du niveau de développement) ; elle date de 1994-1995.

20 Un constat de faible qualité des données utilisées dans les modèles pourrait être fait en ce qui concerne les cartes de réseaux utilisées...

21 *Africapolis* : le rapport, tableau p. 29

22 Le volet démographique du programme *e-Geopolis* a archivé avec le concours de la bibliothèque du CEPED les données censitaires relatives à 160 000 unités locales correspondant à l'ensemble des villes, villages ou « settlements » de l'Afrique de l'Ouest, de 104 000 villes et villages de plus de 2 000 habitants en Inde, de 180 000 communes ou équivalent en Europe, etc.

23 http://www.monde-diplomatique.fr/1996/07/MORICONI_EBRARD/5134

24 *State of the World's Cities*, 2008/2009, Harmonious Cities, UN-Habitat

25 Voir aussi, concernant les métropoles des pays du Nord, les travaux de F. Gilli qui montre bien comment les dynamiques polarisantes bénéficient à quelques lieux au détriment d'autres. http://www.datar.gouv.fr/IMG/Fichiers/KIOSQUE/2009/ETUDE_GILLI_Paris_quelle_ville_dans_le_monde.pdf

26 Note de la rédaction : on peut discuter cette lecture des graphiques rang-taille en proposant une référence à la distribution lognormale (cf Robson, 1973).

27 Ces remarques rejoignent ce que met en évidence la discussion des effets du choix des entités urbaines utilisées sur l'évolution des hiérarchies urbaines (Bretagnolle et al., 2002 ; Guérois et Paulus, 2002).

28 Dans ce grand récit évolutionniste, le dogme naturaliste agit comme une perspective théologique. Et, au même titre que la révolution culturelle admettait sa génération perdue (Bonin, 2005), le dogme néolibéral du rééquilibrage naturel qui doit forcément advenir, doit aussi admettre ses générations qui doivent souffrir d'inégalités croissantes et dont les modes de prise en main de leur destin, collectifs et individuels, sont déniés, au même titre que les petites villes qu'elles génèrent.

29 C'est en substance aussi ce que souligne Sala-i-Martin remarquant que les périodes de crise comme 1973 sont des périodes de rééquilibrage à l'échelle de la répartition entre pays des revenus mondiaux ; les pays les moins avancés souffrant moins de crises telles que celle liée au renchérissement du pétrole. Remarquons encore que c'est dans un contexte de crise structurelle profonde fin 2009, que les Etats-Unis vont réformer leur système de santé en faveur d'un accès pour tous.

30 Harris est le premier, bien avant les travaux sur les villes mondiales, à avoir noté l'importance des dynamiques métropolitaines pour la croissance générale des pays en développement.

31 Encore une fois, le modèle s'appuie sur des tendances historiques et non sur les trajectoires récentes des pays du Sud qui, jusqu'à présent, indiquent l'inverse.

32 Voir : Moriconi-Ebrard F. et Chatel C., 2008, p. 18

Pour citer cet article

Référence électronique

François Moriconi-Ebrard, Eric Denis et Kamala Marius-Gnanou, « « Repenser la géographie économique ». Les arrangements du rapport de la Banque Mondiale avec les sciences géographiques urbaines », *Cybergeo : European Journal of Geography* [En ligne], Débats, La Banque Mondiale et la géographie, mis en ligne le 20 mai 2010. URL : <http://cybergeo.revues.org/index23144.html>

À propos des auteurs

François Moriconi-Ebrard

SEDET, CNRS-Paris 7 Denis Diderot, fme@noos.fr

Eric Denis

IFP, CNRS-MAEE, Pondichéry, denis.eric@ifpindia.org

Kamala Marius-Gnanou

ADES, Université de Bordeaux, k.marius-gnanou@ades.cnrs.fr

Droits d'auteur

© CNRS-UMR Géographie-cités 8504

Résumé / Abstract

Cet article propose une contribution au débat suscité par la publication du rapport annuel sur le développement dans le Monde 2009 de la Banque mondiale intitulé *Repenser la géographie économique*. Il recense et évalue les choix des séries de données en matière d'urbanisation et la manière dont ces mesures géographiques sont employées pour soutenir un plaidoyer en faveur de la concentration démographique et économique. Il souligne la difficulté mal contournée de travailler avec des données urbaines étatiques non harmonisées ; évalue les limites de l'harmonisation proposée ; et propose une mesure alternative de l'urbanisation du monde qui permet de souligner les biais du rapport de la Banque, notamment la surestimation de la métropolisation et l'ignorance de la micro-urbanisation bourgeonnante.

Mots clés : urbanisation, concentration, métropolisation, développement, mesure, géographie et économie

“Reshaping Economic Geography”: The World Bank Report arrangements with urban geographical sciences

This paper offers a contribution to the debate sparked off by the annual publication of the report on World Development 2009 entitled “*Reshaping economic geography*”. It lists and evaluates the choices of urbanization data set and the way these geographical measures are used in order to support development politics supporting demographic and economic concentration. It underlines the badly avoid difficulty to work with non-harmonized national wide urban data set ; evaluates the limits of the attempt to use harmonized data ; and suggests an alternative measure of world urbanization that emphasis the bias of the World Bank report notably to overestimation of metropolitanization and the way burgeoning micro-urbanization is kept in the dark.

Keywords : urbanization, development, concentration, metropolitanization, measure, geography and economy
